le quotidien des sans-papiers

bulletin d'information et d'alerte

n°13 - mercredi 17 octobre 2007 - 1 euro

NUL NE PEUT ÊTRE ARBITRAIREMENT ARRÊTÉ, DÉTENU OU EXILÉ. TOUTE PERSONNE A LE DROIT DE CIRCULER LIBREMENT ET DE CHOISIR SA RÉSIDENCE À L'INTÉRIEUR D'UN ÉTAT.
Déclaration universelle des Droits de l'Homme

CONTRE LES LOIS RACISTES

Protestation nationale

Adn, refus des sans papiers dans les centres d'hébergement, drones militaires au dessus des quartiers populaire...

TROP, C'EST TROP !

Unis Contre une Immigration Jetable, Réseau Education Sans Frontière, Collectif des Sans Papiers d'Ile de France, tous vous appellent à aller dire dans la rue que nous ne nous reconnaissons pas dans cette loi Hortefeux répressive.

Cette loi est radicalement contraire aux principes d'égalité et de non discrimination de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (ratifiée par la France), de la Convention Internationale des migrants, de la Convention de l'ONU...

La loi Hortefeux est une atteinte à la dignité de tous !

Nous qui sommes riches de nos multiples résistances et solidarités, des parainages "hors-la-loi" des sans papiers aux mobilisations dans les écoles contre les innombrables expulsions des familles, de la résistance spontanée des passants et des militants lors des rafles aux positions des chercheurs et des universitaires, à celles des syndicats solidaires des initiatives de tant de tant de professions (assistantes sociales, personnel enseignant, inspecteurs du travail, personnels hospitaliers, pilotes de ligne, avocats, magistrats), nous disons Non !

Manifestons notre soutien à ceux qui sont poursuivis pour le délit de solidarité comme l'instituteur Florimond Guimard.

Manifestons notre volonté de voir appliquer une autre politique respectueuse cette fois des familles, des enfants, des travailleurs immigrés.

Pour dire NON aux lois racistes, fascistes et xénophobes du tandem Sarkozy-Hortefeux,

TOUS ET TOUTES À BELLEVILLE LE 20 OCTOBRE À 14H30

DOCUMENT

L'armée se mobilise...

L'Humanité aura publié, le 10 octobre, un document daté du 7 octobre, signé de la main du général Guy Parayre, directeur général de la gendarmerie nationale, appelant la gendarmerie à la chasse aux sans-papiers. Extraits.

(...) Pour parvenir à atteindre les objectifs qui lui ont été assignés par le ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement, j'ai décidé de mettre en œuvre un certain nombre de mesures. (...) Érigée en priorité gouvernementale, la lutte contre l'immigration irrégulière, sous tous ses aspects, doit constituer un réel axe d'effort et donner lieu à l'élaboration de véritables plans d'action.

[Mise en place « dans les meilleurs délais » de « cellules de lutte contre l'immigration irrégulière ».] Ces structures, à caractère permanent (...) devront être armées en priorité par des militaires ayant une compétence **et une motivation dans ce domaine** [!].(...)

[Suite page 2, avec le communiqué du MRAP]

MANIFESTE DES INNOMBRABLES

Toute personne qui aura, par aide directe ou indirecte, facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irréguliers, d'un étranger en France sera punie d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 30.000 euros.

Article L622-1 CODE DE L'ENTRÉE ET DU SÉJOUR DES ÉTRANGERS ET DU DROIT D'ASILE

Je déclare comme des milliers d'autres personnes résidant en France avoir soutenu, soutenir actuellement et/ou être prêt à soutenir un jeune majeur scolarisé, un enfant et sa famille sans titre de séjour pour leur permettre de poursuivre leur vie en France dans la dignité.

Au nom de l'Humanité, je continuerai à aider des personnes dites sans-papiers à faire face aux décisions arbitraires et brutales qui brisent leur avenir et violent leurs droits fondamentaux.

Je déclare refuser de me plier à des mesures indignes et inhumaines et agir ainsi, comme d'autres innombrables l'ont fait en d'autres périodes de l'histoire, en accord avec les principes du droit international qui protègent les migrants, les droits de l'enfant et la vie privée et familiale, comme avec les valeurs universelles de fraternité, d'égalité, de liberté et d'accueil dont se réclame notre République.

Signature(s) à renvoyer à : RESF c/o EDMP 8 Impasse Crozatier 75012 Paris

Le Quotidien des Sans-Papiers est téléchargeable sur notre site "quotidiensanspapiers.free.fr", ou sur le site "9emecollectif.net". Les collectifs de sans-papiers, comme les groupes militants, RESF ou autres, comme les individus, sont invités à le reproduire pour leur usage ou, mieux encore, pour le diffuser. Le prix de vente est signalé à titre indicatif, pour amortir les frais de photocopie. Notre e-mail : "lequotidien-dessanspapiers@no-log.org" ou directement sur le site du quotidien, pour envoyer des infos. Notre téléphone : 0872738153.

L'armée se mobilise...

[Suite de la page 1]

Les contacts avec les bureaux des étrangers des préfectures(...), les inspections du travail, les organismes et bailleurs sociaux devront être particulièrement recherchés.

La surveillance des flux routiers, autoroutiers et ferroviaires devra être intensifiée. Les contrôles mis en œuvre seront exécutés dans un cadre espace-temps le plus approprié. (...) Les unités qui participent activement à la sécurisation des transports ferroviaires (présence dans les trains et les gares) devront, au cours de leur service, élargir leur activité à toutes les infractions à la législation sur les étrangers.

À cet égard, les contrôles nocturnes des barrières de péage, des aires de repos des autoroutes, des gares routières et ferroviaires seront à organiser.

(...) Un effort particulier devra également être consenti dans le domaine de la lutte contre le travail illégal. Les activités saisonnières notamment, propices à l'emploi d'étrangers sans titre de travail, non déclarés et/ou en situation irrégulière sur le territoire national, devront faire l'objet de contrôles adaptés. (...).

Pour toutes les escortes à partir des CRA, il pourra être fait appel, en substitution de gendarmes mobiles, au concours de réservistes, retraités de l'arme, **et de gendarmes adjoints volontaires** [!], confirmés dans l'emploi. Ces personnels devront toutefois être systématiquement placés sous les ordres d'un sous-officier d'active. (...)

En outre, les réunions-polices organisées chaque semaine en préfecture devront également permettre (...) de recueillir des informations auprès des autres services de l'État (bureau des étrangers, RG, DDJS [jeunesse et sport], DDA [agriculture]...)(...)

Le ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement vient de rappeler aux forces de sécurité la nécessité de tout mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés.

(...) Les besoins supplémentaires que vous estimeriez nécessaires pour l'accomplissement de cette mission primordiale pourront être formulés auprès des services compétents.

La lutte contre l'immigration irrégulière est une mission à part entière qui nécessite l'engagement de tous. Chaque militaire doit être convaincu qu'il doit agir avec détermination, volontarisme et méthode pour atteindre les objectifs fixés. (...)

Général d'armée Guy Parayre
directeur général de la gendarmerie nationale

DES LOGEMENTS , PAS L'ARMÉE !

Expulsion rue de la Banque

Le 10 octobre au matin, la centaine de familles campant devant le ministère de la crise du logement étaient expulsées.

« Ce matin un corps de gendarmerie, à 5h du matin. Encerclement des tentes, ils sautent sur les tentes embarquent femmes et enfants. Une femme blessée. Ils ont tenté de rentrer dans l'immeuble du 24 rue de la banque. »

« Tout est bouclé, on ne sait pas où sont les familles. »

[Source : Z-Pajol]

REVENDEICATION

Pour la dissolution de la gendarmerie

Adressée aux vingt-deux commandants de région de gendarmerie, les instructions du général Parayre auront également été diffusées à l'ensemble des Préfets de France métropolitaine, ainsi qu'à la Préfecture de Police de Paris. L'Agence France Presse rappelle que la gendarmerie fait régulièrement appel à sa réserve opérationnelle, qu'il s'agisse de retraités ou de gendarmes adjoints volontaires, pour la renforcer dans certaines de ses missions (participation au service d'ordre de grands rassemblements tels des concerts géants ou le Tour de France). Bien différent d'un aimable volontariat, ce recrutement se fait sur des bases idéologiques, que le général Parayre ne manque pas d'évoquer d'ailleurs. Il faut de la "motivation" et même du "volontarisme" pour entreprendre ces missions de chasse aux étrangers. Rappelons que sous l'administration de Vichy la même gendarmerie aura procédé pareillement à la chasse aux juifs. Ce corps d'armée ultra-idéologisé, et traditionnellement encadré par l'extrême-droite, n'aura pas été dissous en 1945. Suggérons que cette dissolution soit désormais à l'ordre du jour.

QSP

COMMUNIQUÉ DU MRAP

GUERRE AUX SANS PAPIERS : TROP C'EST TROP !

C'est avec consternation et colère que le MRAP a pris connaissance d'une note adressée par le général d'armée Guy Parayre aux préfets de la France métropolitaine et au préfet de police de Paris. Cette note, datée du 4 septembre dernier, rendue publique ce mercredi 10 octobre, fait froid dans le dos.

En effet, c'est une véritable machine de guerre contre ce nouvel ennemi intérieur qu'est l'immigré sans papiers, qui est en mise en mouvement. Tout y est : de l'organisation de la traque, mobilisation des réservistes, des retraités de l'armée, quadrillage militaire du territoire, organisation de traques et de rafles.

En outre, instruction révélatrice et significative : l'appel aux instincts racistes potentiels des individus qui seront engagés dans cette chasse aux êtres humains, puisqu'il est fait appel à leur volontarisme personnel, à leurs compétences et motivation.

Le MRAP met en garde solennellement le gouvernement quant aux conséquences de ce harcèlement militaire des sans papiers. Il le rendra coupable et comptable des désastres et dégâts que le climat de terreur peut engendrer, et notamment des « bavures » et des actes de désespoir.

Devant cette décision qui, toutes choses égales par ailleurs, ravive pour de nombreux républicains de sombres souvenirs de l'histoire de France, le MRAP en rappelle à la résistance et à la mobilisation citoyenne contre cette politique brutale, cruelle et inhumaine.

Paris, le 10 octobre 2007

AUTRICHE

Droit d'asile en question

« Je ne veux faire de chantage à personne, mais si je dois vraiment rentrer alors je préfère me tuer (...) là bas je n'ai aucun avenir (...) ». L'auteur de ce message désespéré s'appelle Arigona Zogaj. Il s'agit d'une adolescente de 15 ans d'origine kosovare, réfugiée en Autriche, aujourd'hui menacée d'expulsion tout comme sa mère, après que son père et ses quatre petits frères et sœurs aient déjà été expulsés, fin septembre.

La vidéo de ce message, diffusée vendredi dernier, où l'on voit cette jolie jeune fille brune parler posément en regardant la caméra, aura bouleversé l'opinion publique du pays. Le cas de la famille Zogaj est ainsi devenu le symbole de l'absurdité de la loi sur l'immigration, très sévère en Autriche comme en France, autant par ses dispositions que par ses méthodes d'application.

Parfaitement intégrés, les Zogaj vivaient depuis cinq ans dans un village de Haute-Autriche. Il y a un mois, leur demande d'asile aura été rejetée et le rapatriement de la famille ordonné.

Le 27 septembre, le père et quatre enfants étaient expulsés. La mère, elle, aura été hospitalisée suite à une attaque nerveuse. Et Arigona se sera cachée, le curé d'un village voisin l'ayant d'abord hébergée.

Jeudi matin, le gouverneur de Haute-Autriche, Josef Pühringer, s'est entretenu avec elle pendant une demi-heure. Rien n'a filtré sur le contenu de la discussion si ce n'est que, pour l'heure, ni Arigona, ni sa mère ne seront renvoyés au Kosovo.

Les habitants de la commune de Frankenberg, où Arigona résidait avec sa famille, auront manifesté pour demander l'application du droit d'asile. De même, plus de 5 000 personnes sont descendues dans les rues de Vienne à l'appel des Verts, de nombreux intellectuels, artistes et vedettes de la TV qui se sont mobilisés pour réclamer une justice plus humaine.

Le chancelier social-démocrate

Gusenbauer aura lui-même parlé d'une « affaire dégoûtante ». Le ministre de l'Intérieur, Gunther Plätter, conservateur, reste par contre intransigeant, affirmant que la loi devait être appliquée et que « l'État ne doit pas céder au chantage ». C'est bien de l'application à la lettre des instructions de cet Hortefeux autrichien, prévoyant d'accélérer le traitement des demandes d'asile et d'expulser le plus rapidement possible les déboutés, que résulte la crise dramatique à laquelle le pays est confronté. Celui-ci met en œuvre l'application très stricte d'une loi présentée par le précédent gouvernement – une coalition alliant les conservateurs et l'extrême droite –, qui aura été adoptée avec les voix des sociaux-démocrates...

Jeudi après-midi lors du débat parlementaire sur une motion de censure proposée par les Verts, conservateurs et sociaux-démocrates ont réaffirmé qu'il n'était pas question de régulariser automatiquement des demandeurs d'asile en Autriche.

Ainsi, ce seraient 7 000 familles qui ont refait leur vie en Autriche parfois depuis plus de cinq ans qui pourraient subir le même sort dans les prochains mois, le ministre ayant refusé toute proposition de sursis systématique sur des bases telles que la durée de séjour ou le degré d'intégration en Autriche. Le gouvernement n'en doit pas moins faire face à l'émotion soulevée dans le pays.

« J'ai honte d'être autrichien »... écrit *Die Presse* en reprenant le slogan des soutiens d'Arigona. Sa révolte a allumé une mobilisation sans précédent dans tout le pays. Média, stars, voisins, écoles, maires, élus locaux et associations organisent toutes sortes de comités de soutien et de manifestations.

Une demie-solution pourrait être trouvée, d'après le quotidien autrichien, les présidents de région ayant le droit de délivrer des titres de séjours humanitaires. On suppose que ce type de mesure pourrait s'appliquer à la famille d'Arigona.

Mais qui se souciera, après Arigona, du sort de ce jeune Nigérien de 18 ans qui s'est planté un couteau dans le ventre hier car il préférerait mourir en Autriche que retourner en Afrique ?

On enregistre néanmoins une évolution salutaire des débats. Il y a quelques années les tabloïds stigmatisaient les personnes venues de l'est de l'Europe, les qualifiant de « profiteurs » ou « d'envahisseurs des Balkans ». Aujourd'hui le ton a changé, et c'est à la coalition gauche droite responsable de cette politique xénophobe que la presse s'en prend... « Il s'agit en fait d'arrêter la distinction obsolète entre demandeurs d'asile et migrants économiques » écrit le *Guardian*, et d'arrêter les mesures à court terme alors que toutes les études montrent que les mesures dissuasives musclées vis à vis des demandeurs déboutés ne les conduisent pas à retourner et à rester dans leur pays. Au contraire, « ils vivent chez nous cachés dans des conditions inhumaines à cause de l'incompétence de nos dirigeants ».

[Sources : RFI, France Culture]

ANGLETERRE

Lettre de Meltem Avcil, 14 ans, depuis le centre de rétention de Yarl's Wood

Je m'appelle Meltem Avcil. Je vis au Royaume-Uni depuis septembre 2001. Ma famille a d'abord été envoyée à Bradford, où nous avons vécu six mois, puis à Doncaster où nous avons vécu depuis. On doit m'expulser vers l'Allemagne demain. Je suis née en Turquie. En Turquie, la vie était si difficile dans notre village que mon père et ma mère ont été persécutés tous les jours. Ils vivaient tout le temps dans la peur de la persécution et cette peur n'est jamais partie. Un jour, ils ont pensé que si c'était pour vivre ainsi alors ce n'était pas la peine de vivre. Et puis finalement je suis née. Mes parents se sont dit qu'il fallait faire quelque-chose. Ils sont partis pour l'Allemagne lorsque j'avais six ans. L'Allemagne leur a refusé l'asile donc notre famille est allée au Royaume-Uni – c'était en septembre 2001.

Pensez-y une minute - si nous n'étions pas venus au Royaume-Uni, l'Allemagne nous aurait renvoyés vers la Turquie. Là-bas, j'aurais connu les mêmes persécutions. Je sais que vous pensez peut-être, "comment peuvent-ils persécuter une petite fille", mais

c'est ce qu'ils font. Parce qu'ici, au Royaume-Uni, il y a quelque-chose qu'on appelle les droits de l'homme. Mais en Turquie il n'y a pas ça, donc nous sommes partis pour le Royaume-Uni et avons demandé l'asile mais on nous l'a refusé en 2005.

La police de l'immigration est venue nous chercher une première fois à 7 heures du matin en 2005 et nous a conduits au centre de rétention de Yarl's Wood. J'étais petite alors et je ne savais rien. Après trois jours, ils nous ont relâchés. Depuis ce jour je dors mal la nuit, alors que j'étais en pleine croissance. Vous comprenez maintenant pourquoi je m'inquiétais tout le temps de ce qui allait nous arriver le lendemain ?

Mon père est parti en 2006. Je n'ai rien ressenti. Ma mère était triste. Nous n'avons plus eu de nouvelles de lui et n'avons aucune idée de là où il est ou des raisons pour lesquelles il est parti.

Je pensais tout le temps qu'il y a une grande différence entre un enfant qui demande l'asile et un enfant qui est régularisé. Je n'aurais jamais cru qu'ils étaient différents.

Quand un ami vous demande : "viens à la fête chez moi la semaine prochaine", l'enfant qui est demandeur d'asile s'inquiète d'abord de ce qui va se passer. Toute la journée et toute la nuit, il pense "qu'est-ce qui va se passer ?" Mais vient le jour de la fête. On a l'impression qu'il ne s'est rien passé. Pourquoi faut-il que je vive tout le temps avec cette angoisse ? Et on commence à penser à ça et on y pense tellement qu'on ne peut plus se concentrer sur son travail.

En août 2007, l'immigration est venue une nouvelle fois nous chercher à 7 heures du matin. J'avais des amis qui dormaient à la maison. Dès que ma mère a ouvert la porte, ils se sont précipités à l'intérieur. Ils font ça à toutes les familles mais pourquoi faut-il qu'ils viennent le matin ? Quelquefois ils réveillent des petits bébés dans leur lit. Même parfois ils poussent les adolescents à penser que leur avenir est foutu. Ils nous ont dit de faire vite, ils nous criaient dessus. Ils ont fait sortir ma copine sans même qu'elle puisse me dire au revoir ! Est-ce qu'ils se rendent

compte que je ne vais plus jamais la revoir ?

Ils nous ont fait monter dans la voiture et nous ont conduits au commissariat, ils nous ont dit de rester là et d'attendre : « *une autre voiture va vous emmener au centre de rétention* ». La voiture est arrivée, c'était horrible. À un moment, je me suis demandée « suis-je un animal ? ». Même les animaux sont mieux traités que ça. Dans la voiture, il y avait une cage. Je me suis dit que j'aurais préféré être morte et ne pas voir ça.

Les gardes nous ont conduits à Yarl's Wood. Et depuis ce jour, je n'ai pas revu mes amis. Cela fait un mois et trois semaines que je suis là. Et vraiment, entre ça et la prison, il n'y a pas de différence. Placez la main sur votre cœur et pensez que la famille de cette fille, ses amis, ses êtres chers sont tous dans ce pays.

Qu'est-ce qu'elle ferait cette fille dans un autre pays ? Comment pourrait-elle survivre dans un autre pays qu'elle ne connaît même pas ?

J'ai besoin de votre aide une première et dernière fois. S'il vous plaît, aidez-moi !

Il me faut un avocat.

Il me faut aussi faire appel auprès du Ministre de l'Intérieur pour qu'ils ne nous expulsent pas, ma mère et moi et aussi auprès de la compagnie aérienne. Je ne peux pas le faire depuis Yarl's Wood, je ne sais même pas comment on fait.

S'il vous plaît tout le monde, les associations, si vous lisez ce message, contactez moi immédiatement.

Meltem Avcil

Yarl's Wood IRC, jeudi 11 octobre

[Source : NCADC, Traduction : RESF]

GRANDE-BRETAGNE

Libérez Béatrice Guessie

Béatrice Guessie, dont les problèmes psychiatriques et tentatives de suicide sont connus, a été expulsée vers le Cameroun sur un vol Air France en août. Elle déclare avoir été brutalisée. Les autorités camerounaises ont refusé son retour en raison de l'état physique dans lequel elle se trouvait. De retour au Royaume-Uni, elle a été hospitali-

sée. Depuis, elle est au centre de rétention de Yarl's Wood.

Béatrice a fui le Cameroun pour chercher asile au Royaume Uni il y a plus de cinq ans, puis elle a appris par la Croix Rouge qu'on avait trouvé son mari mort dans la rue en juin 2003. La demande d'asile de Béatrice a été rejetée.

Au Royaume-Uni, Béatrice a continué de militer avec le FSD contre le gouvernement camerounais qui, elle le craint, poursuivrait ses persécutions contre elle si elle était expulsée.

Béatrice a une longue histoire (documents médicaux à l'appui) de tentatives de suicide successives et elle a été « confinée » et envoyée en hôpital psychiatrique trois fois en trois ans. La dernière fois, c'est de Yarl's Wood qu'elle a été « confinée » pour être envoyée et soignée à l'hôpital psychiatrique local. Puis on l'a ramenée à Yarl's Wood et conduite à l'aéroport pour son expulsion à bord d'un vol Air-France le 28 août 2007.

Béatrice a été conduite à l'aéroport de Southampton sous escorte d'une équipe de la police d'immigration, dont un médecin. Malgré les appels à Air-France d'un médecin indépendant et d'associations de soutien signalant que l'état de santé de Béatrice ne lui permettait pas de voyager en avion, la procédure d'éloignement forcé a été maintenue.

Béatrice dit qu'elle a été menottée et qu'on lui a attaché les jambes. Quand elle s'est plainte de malaises, l'un des hommes qui l'escortaient lui a dit : « *Si vous ne vous taisez pas, nous allons vous cogner* ». Elle s'est mise à protester. Deux des escorteurs, dont celui qui – à ses yeux – était médecin lui ont coincé la tête entre les jambes et l'ont recouverte d'une veste. Un autre escorteur lui a mis la main sur la bouche et donné des coups de pied dans les jambes.

Béatrice et les escortes ont changé de vol à Paris, elle dit qu'un policier français s'est agenouillé sur son dos et l'un des hommes de l'escorte était sur ses épaules. Elle s'est débattue, elle a reçu un coup de genou dans l'aine si violent qu'elle a eu une hémorragie vaginale.

Béatrice dit qu'elle a eu cinq crises de panique au cours du vol entre Paris et le Cameroun et que sa situation a

attiré l'attention des autres passagers, certains d'entre eux ont alerté les autorités camerounaises à l'aéroport. Un responsable de l'aéroport a vu Béatrice effondrée sur les épaules de deux escortes et leur a demandé de laisser Béatrice marcher sans assistance : elle est aussitôt tombée par terre. Un officier d'immigration camerounais a refusé l'admission de Béatrice au Cameroun en raison de son état de santé déplorable et du fait qu'elle aurait dû être emprisonnée au Cameroun.

Béatrice dit que l'équipe d'escorte a proposé plusieurs centaines de dollars à l'officier d'immigration mais ce fut refusé. Béatrice a été mise dans un fauteuil roulant et renvoyée au Royaume Uni par avion .

Quand Béatrice est arrivée à Heathrow, l'hémorragie n'avait pas cessé. Elle a été examinée par un médecin à Heathrow et transportée en ambulance à l'hôpital d'Hillingdon où on l'a admise pour la nuit et fait examiner par un gynécologue.

Béatrice a un dossier médical datant de septembre 2007 selon lequel « ses blessures physiques et son état mental sont indubitablement la conséquence de toutes les agressions qu'elle a subies lors de la tentative d'expulsion forcée du Royaume Uni », qu' « il est absolument impossible de l'expulser au Cameroun », et qu' « il y a de nombreuses preuves qu'elle a souffert et continue de souffrir de troubles mentaux graves et persistants ». (Dr Joseph O'Neill, généraliste, visite médicale réalisée à Yarl's Wood le 4 septembre 2007.)

Béatrice est toujours en rétention à Yarl's Wood. Elle dit que ses hémorragies continuent sporadiquement et qu'elle a des douleurs dans le bas de l'abdomen, elle s'est évanouie une fois.

CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE :

Ecrivez à Sir Peter Westmacott, Ambassadeur de Grande-Bretagne en France, en lui demandant de transmettre à son gouvernement votre requête pour faire libérer sans attendre Béatrice du centre de rétention de Yarl's Wood et lui permettre de demeurer au Royaume-Uni (n'oubliez pas de mentionner la référence de Béatrice K1123945).

Adressez votre courrier à :

Sir Peter Westmacott
Ambassadeur de Grande-Bretagne
35, rue du Faubourg St Honoré
75383 Paris Cedex 08

Informez *Let the Beatrice Must Stay Campaign* des actions que vous entreprenez :

C/o Asylum Voice Liverpool
Asylum Link Merseyside
St Annes Centre
7 Overbury Street Liverpool
L7 3HJ

Fax : +44 (0)151 709 1934

Email : asylumvoice@yahoo.co.uk

[Source : NCADC, Traduction : RESF]

GRANDE-BRETAGNE

Freedom of information ?

En Grande-Bretagne, la loi sur la liberté d'accès à l'information (Freedom of Information) accorde aux citoyens un droit d'accès aux informations détenues par les autorités publiques. La National Coalition of Anti-Deportation Campaigns (NCADC) a donc demandé des informations aux services de l'immigration concernant les expulsions d'étrangers en situation irrégulière, leur nombre et leur coût.

Voici la réponse (extraits) :

« Publier l'information que vous demandez serait préjudiciable à un certain nombre de compagnies aériennes désireuses d'établir des contrats d'opération-charter avec l'Agence. Cela pourrait également occasionner une hausse financière de ce type d'opération. À la suite d'une précédente information, une manifestation a été organisée devant le siège d'une compagnie aérienne. On a pu voir notamment des pancartes informant le public que la compagnie en question renvoyait les étrangers en situation irrégulière par « un vol vers la mort » ainsi que d'autres informations erronées mettant en cause la dite compagnie sur un site web. Si nous devons vous transmettre l'information demandée, cela limiterait le nombre de compagnies aériennes disposées à fournir des charters et en augmenterait le coût. De plus, cette divulgation pourrait être commercialement dommageable aux compagnies qui proposent ce type de service. »

[Source: NCADC; Traduction : RESF]

BELGIQUE

Indignation face à cette politique ignoble

Répression de plus en plus forte. Les événements de ces dernières semaines semblent montrer qu'à la tension et au regain de résistance du mouvement des personnes sans papiers et de leurs soutiens, répond une vague de répression de la part de l'Office des étrangers et du ministère de l'Intérieur.

CONSTATS :

1- Dans les centres fermés l'indignation monte. Angelica, grève de la faim réprimée à Merksplas, décès douteux et émeute au 127 bis, Votten,... Si la moindre tentative (pourtant légitime) de se faire entendre est réprimée, quel moyen d'expression reste-il aux détenus ?

2- De plus en plus de personnes sans-papiers reçoivent des refus [de régularisation] et ordres de quitter le territoire. En outre, les rafles et les arrestations semblent s'intensifier. Ce sont les tristes nouvelles de gens en détresse qui nous arrivent chaque jour à l'Udep. Ce "nettoyage" ferait suite à l'enrôlement de 50 fonctionnaires par l'office des étrangers au début de l'été, censés traiter les nombreuses demandes (60.000) de régularisation (...).

3- La famille d'Angelica paye cher d'avoir osé se défendre [voir QSP n°12]. Javier, le père est toujours incarcéré et risque l'expulsion à tout moment, tandis que le cas d'Angelica et sa mère semble de plus en plus compromis. (...) À Brugge, depuis un mois, la jeune Maria Flores Cahuasqui résiste à son expulsion derrière ses barreaux.

RASSEMBLEMENT SUR LES MARCHES DE LA BOURSE À BRUXELLES

SAMEDI 20 OCTOBRE
14H.

BELGIQUE

Droits bafoués dans les centres fermés

La rétention d'étrangers en situation illégale dans les centres fermés en Belgique pose « plusieurs problèmes », selon une délégation de quatre parlementaires européens qui a visité ce jeudi les centres 127, 127bis, et Inad. Martine Roure, socialiste française, chef de la délégation du Parlement européen :

« Nous avons vu plusieurs personnes retenues sans qu'on comprenne toujours pourquoi. Ces étrangers se sont vus remettre des documents exclusivement en néerlandais alors qu'ils ne comprennent pas la langue », a-t-elle notamment cité à titre d'exemple.

Au centre 127, les eurodéputés ont notamment pu constater la présence d'enfants enfermés.

L'eurodéputée s'est également déclarée très étonnée de constater la présence dans les centres fermés de citoyens européens, des Polonais et des Bulgares.

Le communiste italien, Giusto Catania, rapporteur du Parlement européen sur la question des centres fermés, a condamné de son côté les procédures « peu transparentes » des autorités belges en matière de détention d'étrangers et d'expulsions, dont notamment le refoulement d'étrangers non vers leur pays d'origine, mais vers des pays de transit, dont la Libye. Selon lui, le centre 127 n'est pas approprié pour l'accueil d'étrangers. « Le centre est vieux, et très bruyant vu sa proximité immédiate avec les pistes de décollage de l'aéroport. Durant notre brève visite, pas moins de 20 avions ont décollé. Ce ne sont pas des conditions de vie supportables. »

Monsieur Catania a également affirmé avoir rencontré jeudi un « enfant traumatisé » en raison d'un long enfermement.

La visite des députés européens s'inscrit dans le cadre de la rédaction en cours d'un rapport sur les conditions de détention et les droits des étrangers détenus dans l'Union européenne.

La Belgique est ainsi le septième pays visité par les eurodéputés.

« Comparés aux autres centres que nous avons déjà visités, les centres belges ne sont pas les pires, mais ce ne sont pas les meilleurs non plus... Lorsqu'un gouvernement belge sera formé, nous avons bien l'intention de l'informer de ce que nous avons vu aujourd'hui », a encore indiqué Martine Roure.

Selon des chiffres livrés par l'Office des étrangers jeudi, près de 8.800 personnes sont passées en 2006 par un des six centres fermés pour étrangers établis sur le sol belge.

[Source : Belga]

Manifestation de sans-papiers à Bruxelles

Une trentaine de sans-papiers ont manifesté mardi 9 octobre, vers midi, devant l'Office des étrangers à Bruxelles afin de marquer leur opposition à l'accord intervenu entre les partenaires de la future orange bleue [alliance gouvernementale belge] à propos de l'immigration. Il s'agit d'une politique de l'immigration digne de Sarkozy avec la création d'un ministère de l'immigration, l'instauration d'une immigration économique avec un permis de travail limité dans le temps et la construction de centres fermés, estiment les manifestants.

« Actuellement, l'exploitation des sans-papiers se faisait clandestinement et de manière arbitraire. Avec cet accord, elle sera désormais légale » dénonce Oscar Flores, porte-parole de la CRER (Coordination Contre les Rafles, les Expulsions et pour la Régularisation). « On ne perçoit aucune avancée. Les critères de régularisation sont les mêmes que ceux actuellement appliqués. Il n'y aura pas de régularisation globale », regrette le porte-parole de la CRER.

Pour Abdelislam El Yacoubi, porte-parole du CSPL (Collectif des sans-papiers en lutte), l'accord intervenu entre les partenaires de la future orange bleue est mal vécu par les sans-papiers. « Si cet accord devait être appliqué, il relancerait le mouvement des sans-papiers, l'occupation d'églises et les grèves de la faim. Les sans-papiers ne veulent plus attendre jusqu'aux prochaines élections. Ils réclament des papiers maintenant. C'est une forme de trahison

du cdH qui avait fait de la régularisation massive des sans-papiers une condition d'entrée au gouvernement », a déclaré le porte-parole du CSPL.

« Les 30 grévistes de la faim d'Evere sont déterminés à poursuivre leur action plus que jamais. Notre collectif avait souhaité mettre la pression après les élections auprès des futurs partenaires sur la question des sans-papiers en évitant la grève de la faim mais certains n'ont pas attendu et on comprend leur désespoir. D'autres sans-papiers ont proposé parmi d'autres actions de mener également des grèves de la faim », a-t-il ajouté.

Les 30 grévistes d'Evere ont entamé mardi leur troisième semaine de grève. Trois d'entre eux séjournent depuis plusieurs jours à l'hôpital. Selon les médecins, l'état de santé des grévistes devrait sérieusement se dégrader à partir du 25e jour, jour à partir duquel les dégâts causés par la grève à l'organisme peuvent être irréversibles.

[Source : belga]

BELGIQUE

Coût humain exorbitant

En un an, MSF a mené 206 consultations pour 167 personnes. 112 diagnostics médicaux et 109 diagnostics psychologiques ont été posés. « Le constat est accablant », explique Dr Diane Abel de MSF. « Pratiquement toutes les personnes que nous avons vues souffraient de troubles psychosomatiques comme des maux de tête, des troubles du sommeil, maux de ventre et manque d'appétit. Ces symptômes sont immanquablement dus au stress. »

L'enfermement en tant que tel provoque des troubles psychologiques chez la grande majorité des personnes rencontrées. En plus de la réclusion même, l'impact est intensifié par sa durée (en moyenne 53 jours chez nos patients), l'incertitude face à l'avenir, le manque d'information, un régime de groupe et de type carcéral et l'impression d'injustice quant au fait d'être enfermé sans avoir commis de délit. Cette fragilité due à l'enfermement est souvent aggravée par l'exil, un long séjour dans l'illégalité et une précarité généralisée.

Malgré cela, la prise en charge pour la

santé mentale est quasiment inexistante dans les centres fermés. Les psychologues sont chargés de faire accepter la détention et les conditions de celle-ci plutôt que d'apporter un réel soutien.

« Des détenus avec de sérieux problèmes psychiques sont maintenus dans les centres », explique Caroline Caluwaerts, psychologue chez MSF. « Par exemple, un patient souffrant d'un syndrome de stress post-traumatique et disposant d'un rapport du psychiatre confirmant l'impossibilité de l'expulser pour des raisons médicales est tout de même resté enfermé 72 jours avec les conséquences sur sa santé mentale que l'on peut imaginer. »

L'équipe de MSF a également pu voir dans les centres des personnes gravement malades, des cas psychiatriques et même des enfants.

« Lors de nos visites nous avons vu des femmes enceintes qui ont une grossesse à risque, des personnes atteintes du virus du sida et des cas psychiatriques graves », explique Pierre Ryckmans, coordinateur médical des projets belges de MSF. « Ces personnes n'ont rien à faire là et l'environnement du centre ne permet pas un suivi médical digne de ce nom. Pire, ces personnes restent très souvent dans les centres plus d'un mois et régulièrement jusqu'à deux mois. »

MSF demande que le coût humain de l'enfermement engendré par les centres fermés soit pris en compte. Il est urgent de s'interroger sur l'utilisation actuelle des centres fermés dans la politique d'accueil et d'éloignement. MSF exige également que les personnes fragilisées et/ou gravement malades ne résident plus dans ces centres.

[MSF-Belgique]

En Autriche, comme en Angleterre, comme en Belgique ou en France, simultanément, se mettent en place des politiques qui ont toutes en commun leur extrême brutalité, comme l'irrespect des principes généraux du droit, et particulièrement celui du droit d'asile. On aura pu voir également la violence de la nouvelle législation italienne qui, elle, ose contredire le droit maritime le plus ancien, pour dissuader les navigateurs de porter secours aux naufragés du Tiers-Monde – qui se noient en Méditerranée par milliers. QSP

MAROC

Deux grévistes de la faim lillois condamnés pour « immigration clandestine »

Jeudi 4 octobre s'est tenu le procès des deux sans papiers marocains grévistes de la faim à Lille, Miloud Jabri et Hafid El Kadouri, expulsés par le Préfet Canépa de l'aéroport de Roissy vers Casablanca au Maroc, le 23 août, alors qu'ils étaient au sixième jour de grève de la faim. Arrivés au Maroc ils étaient arrêtés par la police judiciaire marocaine et mis en garde à vue à la préfecture de Casablanca. Au secret. Leurs familles étaient alors sans nouvelles d'eux. Il faudra la diffusion internationale d'une lettre ouverte au roi du Maroc pour qu'ils réapparaissent enfin [voir QSP n°8]. Le 25 août, ils étaient présentés au Procureur du Roi et relâchés le jour même avec à la main une convocation à comparaître devant le tribunal de première instance pour le 27 septembre à 13 heures. Leur délit ? « Immigration clandestine » ! [Au Maroc, ils étaient, au pire, accusables d'émigration – si tant est que ce soit un délit. Faut-il croire que, pour ces juges, le Maroc, c'est la France ? QSP] Jugés le 27 septembre par le tribunal, le jugement a été prononcé le 4 octobre : 3000 Dirhams d'amende (environ 300 euros) pour délit « d'immigration clandestine ».

Le CSP 59 rappelle que El Jabri Miloud était convoqué par la préfecture du Nord en vue d'une régularisation.

Tous les deux auraient certainement été libérés comme les autres grévistes de la faim si le Préfet avait daigné les présenter devant les tribunaux. Mais pour les punir de leur combativité et de leur détermination à refuser la clandestinité imposée par l'Etat, ils ont été, comme les onze autres grévistes de la faim guinéens expulsés, soustraits délibérément, à la décision des juges.

[Source : CSP 59]

BESANÇON

Expulsion imminente d'un jeune marocain

El Gouathi El Mehdi est né en 1985 au Maroc. Son père, est arrivé en France en 1973. Il possède une carte de résident.

Le 20 mars 2003, il demande une nouvelle fois, après plusieurs tentatives infructueuses, un regroupement familial pour son épouse et ses quatre enfants, qui à l'époque étaient tous mineurs.

Le 20 février 2004, le regroupement familial est accepté pour son épouse, et ses trois derniers enfants mineurs, mais refusé pour son fils aîné, El Mehdi, car entre-temps, celui-ci est devenu majeur. Toute la famille, sauf Mehdi vient légalement en France.

El Mehdi demande plusieurs fois depuis le Maroc au Consulat de France un visa long séjour pour rejoindre sa famille. Refus.

En septembre 2006, il obtient un visa saisonnier de quatre mois pour travailler en Corse. En fin de contrat, en janvier 2007, il rejoint sa famille à Besançon et demande à la Préfecture un titre de séjour pour Vie Privée et Familiale. La réponse de la Préfecture : un Ordre de Quitter le Territoire qui est entériné par le Tribunal administratif le 11 septembre.

La semaine dernière, les flics viennent le chercher chez les parents. Il est emmené au centre de Réention de Lyon-Saint Exupéry. Il serait en danger d'expulsion imminente pour le Maroc

Pour protester par e-mails :

prefet@franche-comte.pref.gouv.fr

Reglementation@doubs.pref.gouv.fr

Etrangers@doubs.pref.gouv.fr

Fax : 03 81 83 21 82.

[Source : RESF]

L'amendement Lefebvre

Il n'aura pas échappé à *Droits devant !!* que la loi Hortefeux, bien qu'extêmement répressive dans l'ensemble de ses dispositions, contient un amendement en apparence favorable, l'amendement 184, proposé par le « porteflingue » de Nicolas Sarkozy, le député UMP des Hauts de Seine, Frédéric Lefebvre [Voir QSP n° 10].

Lors de la discussion du projet de loi sur la « maîtrise de l'immigration », l'Assemblée Nationale, avec avis favorable de Hortefeux et du rapporteur Mariani (!!), a adopté l'amendement 184 déposé par le député UMP Frédéric Lefebvre, qui ouvre la voie à des régularisations de sans papiers sur la base de leur statut de travailleur.

Cet amendement est devenu l'article 12 ter du projet de loi et est d'ores et déjà définitivement adopté, puisque le Sénat l'a voté dans les mêmes termes.

Concrètement, cet amendement donne la possibilité à une préfecture de délivrer une carte « salarié » à un travailleur sans papiers qui solliciterait sa régularisation (dans le cadre d'une admission exceptionnelle au séjour) et qui serait en possession d'une promesse d'embauche.

Il s'agit bien entendu de répondre aux besoins en main d'œuvre de certains secteurs d'activité considérés comme étant « sous tension ».

L'amendement prévoit en effet que cette carte « salarié » ne pourrait être délivrée que si le travailleur sans papiers exerce « dans un métier et une zone géographique caractérisés par des difficultés de recrutement et figurant sur une liste établie au plan national par l'autorité administrative, après consultation des organisations syndicales d'employeurs et de salariés représentatives » (art. L.313-10 du CESEDA) ; cette liste, prévue par la loi du 24 juillet 2006, n'a pas encore établie, mais serait actuellement en cours de constitution.

On peut évidemment se réjouir que soient ouvertes des possibilités de régularisation. Il faut cependant souligner les points suivants :

- il ne s'agit pas de régularisations de plein droit, mais de régularisations au cas par cas, soumises à l'arbitraire des préfetures ; la présentation d'une promesse d'embauche n'entraînera pas automatiquement la régularisation, il ne s'agit que d'une possibilité ;
- la carte de séjour délivrée est particulièrement précaire : elle a une durée d'un an, et n'est renouvelée que si le travailleur est toujours dans son emploi ou perçoit des allocations chômage au moment de sa demande de renouvellement ; dans le cas contraire, le renouvellement est refusé, et le travailleur redevient sans papiers. Cette insécurité renforce encore le pouvoir des employeurs, qui ont le double pouvoir de licencier et de faire perdre le droit au séjour ;
- de nombreux sans papiers, bien qu'étant d'authentiques travailleurs, auront beaucoup de difficultés à obtenir une promesse d'embauche de celui qui est déjà leur employeur. En effet, pour décrocher leur emploi, ils ont souvent dû cacher leur situation irrégulière : révéler leur situation réelle leur ferait courir un risque de licenciement trop important au regard d'une hypothétique régularisation.

Quoi qu'il en soit, une brèche est donc probablement en train de s'ouvrir. Partant du constat que tous les sans-papiers travaillent, il importe plus que jamais, au nom de l'égalité des droits, d'accentuer une mobilisation unitaire exemplaire pour obtenir la régularisation globale de tous avec carte de dix ans.

Droits devant !!

REMARQUE

L'ordre xénophobe est avancé

Rappelons ici que les lois qui se multiplient pour restreindre les possibilités de régularisation de sans-papiers ont comme objectif principal de "fabriquer" des sans-papiers. L'intention réelle de telles mesures est manifestement la multiplication des travailleurs sans protection sociale, échappant au salaire minimum et aux 35 heures hebdomadaires de travail. Comme on sait ces "dispositions" profitent massivement à l'industrie du bâtiment, mais également à la restauration, à l'agriculture, comme à l'aide aux personnes à domicile, etc. On ne pourrait ni construire, ni manger, ni récolter, ni faire le ménage, ni garder ses vieux, si n'existaient pas les sans-papiers. La chasse aux sans-papiers, comme la prétendue chasse au travail illégal, ne servent au fond que de camouflage à cette construction cynique.

Le fait de pouvoir instrumentaliser le racisme à cette fin est considéré par le législateur comme un avantage supplémentaire. Ainsi, les partis qui revendiquent ces politiques xénophobes espèrent susciter l'adhésion d'électeurs (par définition "avec-papiers") trop heureux de vérifier qu'il y a plus malheureux qu'eux.

Il n'en reste pas moins que les lois sont là, et que l'employeur peut se retrouver dans la délicate situation d'avoir à payer une amende. C'est pour donner toute latitude à l'administration de corriger, au besoin, cet inconvénient qu'aura été voté, le plus discrètement possible, l'amendement Lefebvre.

Droits devant !! – tout comme le RALE – a parfaitement raison d'attirer l'attention sur cette bizarrerie. On peut même la considérer comme une "brèche". Reste la question de son interprétation. S'il a donné un avis favorable, le ministre de l'Immigration aura néanmoins pris soin de préciser que son application serait à envisager "au cas par cas".

La "brèche" ne serait réellement ouverte que si l'on parvenait à sortir de ce régime d'arbitraire, et si l'on pouvait considérer une loi comme une loi, c'est-à-dire si dans toute situation où manque de la main d'œuvre, toute promesse d'embauche ouvrirait droit à une régularisation.

Ce n'est malheureusement pas du tout l'esprit du législateur, en France comme dans la plupart des pays riches aujourd'hui, qui semble beaucoup plus préoccupé de profiter de main d'œuvre surexploitable en offrant à ses électeurs le "privilege" d'un ordre xénophobe.

QSP

La rétention d'enfants "légalisée"

Journal officiel n° 238 du 13 octobre 2007 page 16914.

Arrêté du 5 octobre 2007 pris en application (...) du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

La ministre de l'intérieur..., le ministre de l'immigration..., la garde des sceaux..., le ministre du travail... et le ministre de la défense, (...)

Arrêtent :

(...) Article 2 :

Les centres de Coquelles, Satolas, Plaisir, Oissel, Marseille, Metz-Devant-les-Ponts, Cornebarrieu, Nîmes, Saint-Jacques-de-la-Lande et Perpignan ainsi que le site 2 de Lesquin sont autorisés à accueillir des familles. (...)

DROIT À L'ÉDUCATION

La situation des élèves sans papiers préoccupe les syndicats

Cinq organisations syndicales ont alerté jeudi 11 octobre 2007, Xavier Darcos sur la situation des élèves sans papiers, dont les parents sont menacés d'expulsion. « Nous réaffirmons solennellement notre exigence de voir garantie la possibilité pour les élèves et étudiants [sans papiers] de poursuivre leurs études en toute quiétude sans qu'eux ou leurs familles ne soient inquiétés », ont écrit les syndicats.

« Les mesures annoncées pour accentuer les reconduites à la frontière et arriver au chiffre de 25 000 demandé par Monsieur le président de la République sont de nature à remettre en cause l'effectivité du droit de vivre en famille et du droit à l'éducation reconnu par l'article 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels adopté par l'ONU le 16 décembre 1966 », ajoutent-ils.

Les organisations demandent donc au ministre de garantir ce droit à l'éducation. Les cinq organisations à l'origine de ce plaidoyer sont la FSU, l'Unsa-Education, le Sgen-CFDT, la Ferc-CGT, et Sud-Education.

[Source : AEF]

Le SM dénonce une demande de fichage

Dans un communiqué diffusé jeudi 4 octobre, le syndicat de la magistrature (SM, gauche) dénonce « l'obsession du fichage » de la Chancellerie en ce qui concerne les étrangers. Le syndicat fait notamment allusion aux décisions rendues par les juges des libertés et de la détention (JLD) statuant sur le cas d'étrangers placés en centre de rétention en vue de leur expulsion. Ces juges peuvent refuser de prolonger la rétention et prononcer une remise en liberté lorsqu'ils estiment que la procédure est irrégulière. Le SM rapporte dans son texte que, « par un procédé inhabituel, et sous couvert d'études statistiques », le ministère de la Justice a adressé les 14 mai et 20 septembre des notes aux chefs de Cour et de juridiction « leur demandant, non seulement de recenser les décisions civiles en matière de contentieux des étrangers et d'adoption, mais également de transmettre copie non anonymisée de ces mêmes décisions ».

Le syndicat précise que, « pour le contentieux civil en matière d'étrangers, il s'agit de collecter ainsi les décisions prises entre le 1er et le 31 mai 2007, et pour les adoptions celles prononcées entre le 1er janvier et le 30 juin 2007 ».

Le Syndicat de la magistrature prévient que ce type d'opérations de collectes de décisions nominatives peut « entraîner de graves dérives en matière de contrôle des décisions de justice ».

Il affirme que « ces demandes de la Chancellerie illustrent l'obsession du fichage et de la traque aux étrangers au plus haut niveau de l'État, et la volonté d'y associer l'autorité judiciaire (de nombreuses adoptions concernent en effet des enfants d'origine étrangère) ».

Par ailleurs, le syndicat de la magistrature souligne que les noms des justiciables, ainsi que ceux des magistrats les ayant rendues, figurent sur ces décisions alors que « les audiences en matière d'adoption sont tenues en chambre du conseil et ne revêtent donc pas un caractère public ».

Enfin, le SM revient sur « les tentatives d'intimidation des juges des libertés et de la détention de Bobigny en janvier 2006 – qui avaient été destinataires de listes où figuraient ceux d'entre eux qui avaient été le plus infirmés par la Cour d'appel après appels du Parquet ou de la Préfecture ». Selon le syndicat, ces procédés d'intimidation « pourraient connaître, avec cette vaste opération de collecte de décisions, une ampleur inégalée ».

Le Syndicat de la magistrature conclut son communiqué en appelant « les magistrats à ne pas communiquer ces décisions et à interpeller les chefs de Cour et de juridiction à ce sujet ».

ANALYSE

La rétention administrative est illégale

Comme on aura pu le voir [dans les QSP n° 5, 6 et 8], le tribunal de la rétention, le 35 bis – où des juges sont appelés à confirmer ou prolonger la détention administrative des "étrangers en situation irrégulière" –, est un lieu un lieu de parodie de justice. L'auteur du texte ci-dessous explique pourquoi.

L'illustration flagrante en est l'utilisation du JLD (Juge des Libertés) et de la Détention pour « légaliser » et prolonger la « rétention administrative » des sans-papiers :

La compétence du JLD s'étend d'habitude à décider si une personne auparavant dûment interrogée par les inspecteurs de police, le Juge d'Instruction et autres personnes en charge, doit être libéré ou détenu. En matière pénale, les critères sont en gros :

1. La personne est-elle immédiatement dangereuse ?
2. Risque-t-elle de se livrer à la destruction de preuves ou à la subornation de témoins ?
3. Quelles sont ses capacités de représentation ?

Ce dernier terme signifie : M. ou Mme vont-ils déguerpier s'ils sont libérés après la garde à vue. Autrement dit, la peine encourue vaut-elle ce qu'ils pourraient perdre en déguerpissant. Ainsi, les pauvres qui n'ont rien

à perdre ont une capacité de représentation nulle.

En matière de personnes arrêtées en situation irrégulière, c'est très différent.

Pourquoi ? Quant au degré de dangerosité, il est évaluable à zéro. Quant à la recherche de preuves, idem. Il n'y a rien à interroger. Le « sans-papiers » ne peut produire de titre de séjour, il n'y a donc rien à discuter. Peut-il détruire des preuves ou suborner des témoins ? Lesquels donc ?

Reste la capacité de représentation : ici le JLD a un rôle bien particulier. Si la personne peut produire un passeport en cours de validité, qui lui sera confisqué et retenu pour pouvoir l'expulser sans problèmes le moment venu, et si quelqu'un ayant des revenus minima s'engage à l'héberger, le JLD peut l'assigner à résidence.

Pourquoi cette importance particulière du JLD pour les « sans-papiers » ? Parce que c'est au JLD qu'est dévolu le rôle clef de transformer une situation arbitraire en situation légale. La privation de liberté administrative est toujours arbitraire parce qu'elle n'a pas été prononcée par un juge. En effet, depuis que les bourgeois anglais ont imposé à la monarchie en 1679 le principe d'habeas corpus, c'est-à-dire que la personne ne peut être détenue qu'un temps bref, si elle n'a été présentée à un juge. La détention par décision administrative est considérée comme attentatoire aux droits de la personne et fondamentalement antidémocratique.

C'est ce qui passe en matière pénale : le JLD écoute les responsables de l'instruction et évalue si celle-ci peut utilement continuer avec le justiciable en liberté, ou s'il est nécessaire de s'assurer de sa personne pour une bonne administration et efficacité de la Justice.

Comme décrit plus tôt, ces critères ne sont pas du tout pertinents pour le « sans-papiers ». Mais le tour de passe-passe consistant à le présenter à un JLD donne l'apparence d'une procédure légale, conforme aux droits de la personne et par conséquent démocratique. Mais ce n'est qu'un trompe l'œil, car le JLD ne juge de rien du tout, sauf à constater que la personne n'a pas de titre de séjour ce qui était

établi auparavant d'une part, et d'autre part à constater si la décision administrative a été prise dans les formes légales. Or il n'est pas juge administratif, mais civil.

Et plus extraordinaire encore, le JLD ne met pas la personne en détention provisoire, mais en « rétention administrative ». Voici donc un juge civil qui juge dans le champ administratif. Il prive de liberté dans le cadre d'une législation administrative et remet la personne aux bons soins de l'administration pour « une rétention en milieu non carcéral ». Et le tour de passe est joué, le détenu administratif, victime du fait du prince, arbitraire, despotique, anti-démocratique, ayant été au passage rasé une fois, gratis d'ailleurs, par un juge civil, devient présentable, démocratiquement privé de liberté.

Mais le JLD ne met pas le détenu en « rétention administrative » dans le but de lui faire rendre gorge de quelque agression envers la société. Rappelons que la punition est censée à la fois compenser le dommage à la société et dissuader de la récidive. Le JLD prive la personne de liberté pour permettre son expulsion du territoire. Or le JLD n'a nulle compétence pour cela. Il prend ainsi une décision grave, qui a des conséquences considérables sur le destin de la personne, jusqu'à mettre sa vie en danger.

L'expulsion du territoire, qui est bien une sanction, puisqu'elle est effectuée contre la volonté de la personne et exécutée par la contrainte, est donc effectuée de bout en bout sans que le sans-papiers n'ait à aucun moment été jugé d'une manière équitable par un tribunal civil.

Nous sommes donc bien dans l'arbitraire, le pouvoir absolu de l'exécutif s'exerçant aux dépens des libertés et des droits de la personne, dont seul un jugement peut le priver dans le cadre d'une justice indépendante.

Les Juges des Libertés et de la Détention sont donc fondés à refuser de mettre les étrangers sans-papiers qui leurs sont présentés en rétention administrative ou à se déclarer incompétents. De même les juges administratifs sont fondés à annuler tous les APRF Arrêté de Reconduite à la Frontière et OQTF Obligation à quitter le Territoire qui leur sont soumis.

[Source : RESF]

Loi de l'Habeas Corpus (ton corps t'appartient) limitant la détention provisoire arbitraire adoptée par le Parlement anglais en 1679.

L'Habeas corpus Act est une loi, votée par le Parlement anglais en 1679, sous le roi Charles II d'Angleterre, qui stipule que toute personne arrêtée par un puissant doit être présentée dans les trois jours devant un juge, qui peut décider de sa libération.

Extraits de l'Habeas corpus, tel qu'il a été formulé en 1679 :

Attendu qu'il a été usé de grands retards par les shérifs, à envoyer les ordonnances d'habeas corpus qui leur ont été adressées, en conséquence de quoi beaucoup de sujets du roi ont été longtemps retenus en prison dans des cas où légalement ils sont libérables sous caution, pour prévenir ceci, qu'il soit édicté par Sa Très Excellente Majesté le Roi, par et avec le conseil et le consentement des Lords spirituels et temporels ainsi que des Communes en ce présent Parlement assemblés, et par leur autorité que chaque fois qu'une ou des personnes produira ou produiront une ordonnance d'habeas corpus adressée à un ou des shérifs, que lesdits officiers ou leurs subordonnés, dans les trois jours qui suivent la présentation de ladite ordonnance, renvoient ladite ordonnance et amènent ou fassent amener en personne l'individu en cause, devant le ou en présence du lord Chancelier ou du lord Gardien du Grand Sceau d'Angleterre, ou devant les juges ou barons de ladite cour d'où émane ladite ordonnance; et alors certifient les vraies causes de sa détention ou de son emprisonnement ; et sur quoi, dans les deux jours qui suivront la présentation de l'intéressé devant eux, ledit lord Chancelier, ou lord Gardien du Grand Sceau, ou juge ou baron, devra libérer ledit prisonnier de son emprisonnement, après avoir pris son engagement assorti d'une ou de plusieurs cautions, à moins qu'il n'apparaisse que l'intéressé ainsi emprisonné est détenu en vertu d'une procédure légale.

Traduction Rouberol, in O. Lustand. Textes et documents des révolutions anglaises. Aubier. Hachette, Histoire 2de, ed 1985, p 118.

MASSY

Chronique d'une expulsion

Pendant plus de cinq mois, 506 sans-papiers auront occupé l'église de Massy, en rangeant chaque matin leurs affaires pour ne pas perturber le fonctionnement de l'église. Ils auront bénéficié d'un très large soutien de la population, et auront porté leur revendication de façon extrêmement consensuelle. Ils se heurteront néanmoins à l'intransigeance du Préfet, puis à celle de l'évêque qui demandera leur expulsion. Tout-au-long de leur mouvement, ils en auront rendu compte, au jour le jour, la « chronique des sans-papiers en lutte ». Nous reproduisons ci-dessous son édition du 5 octobre, qui pour son centième numéro racontait comment s'est passée l'évacuation de l'église. Cette chronique continue, comme leur combat pour la régularisation.

*Sans-Papiers en lutte
Chronique n° 100*

VENDREDI 5 OCTOBRE - ÉVACUATION

Les CRS sont donc là !! Même pas six heures après la délivrance du jugement ! Même pas précédés de l'huissier qui aurait dû nous notifier l'acte ! Boucliers, ustensiles qui font peur, la panoplie complète du CRS qui part en guerre. Les sans-papiers sont entrés avec Sylvie à la vitesse grand V dans l'église et ont fermé les portes et se sont barricadés. Pendant ce temps, les soutiens qui de toutes façons avaient rendez-vous à cette heure là pour leur réunion arrivaient et ont fait une chaîne « écran » devant la porte de l'église. Le comité de liaison de l'évêché/propriétaire était présent aussi, aux premières loges pour assister à la bonne exécution de leur action en justice. Les soutiens ont alors été chargés par la police. On peut dire qu'il s'agissait d'une intervention musclée car on ne compte pas les plaies, bosses, genoux... Certaines chaînes de télé l'ont d'ailleurs montré car BFM TV était présente à ce moment-là. Plusieurs soutiens se sont retrouvés à l'hôpital. Pendant ce temps les jeunes du quartier avaient commencé à se manifester concrètement en solidarité avec les sans-papiers. Les riverains descendaient de plus en plus nombreux, les élus arrivaient, la presse... Ce sont les soutiens qui venaient d'être matraqués qui sont allés raisonner les jeunes et réussi à leur faire comprendre que tout incident desservirait les sans-papiers qu'ils étaient venus assister. Il y avait une foule impressionnante aux alentours de l'église. Finalement, un soutien et trois des avocats du SAF [Syndicat des avocats de France] ont pu pénétrer dans l'église par la petite porte latérale, non sans avoir négocié au préalable une sortie sans incident contre un engagement de non interpellation. À l'intérieur de l'église, les sans-papiers étaient

« chauffés à blanc ». Pas question de sortir sans rien au bout de ces plus de cinq mois de lutte ! Ils avaient faim, ils avaient soif (l'heure de rupture du jeûne avait sonné), ils étaient en colère, ils étaient amers. Finalement, ils ont accepté les conditions de reddition du moment et ils sont sortis par petits groupes, sous la surveillance des avocats. À l'extérieur un cordon de soutiens et d'élus les attendaient et les applaudissements nourris accueillaient les « expulsés ». Tout le monde s'est retrouvé dans la rue. Les sans-papiers sont repartis par petits groupes. Un covoiturage s'est organisé parmi les nombreuses personnes venues pour ramener les sans-papiers chez eux. Il y avait tant de volontaires que les sans-papiers n'avaient que « l'embarras du choix ».

Trois sans-papiers ont eu une crise d'angoisse et ils ont été acheminés par les pompiers à l'hôpital de Longjumeau, où les attendaient des soutiens sur place (en plus de ceux qui étaient déjà aux urgences pour leur propre compte, dû au matraquage dont ils avaient fait l'objet). Finalement, chacun est rentré chez soi, laissant sur place CRS (qui montaient bonne garde - les consignes ayant été données de veiller aux biens des sans-papiers en plus de ceux de l'évêché), tentes, bagages (les sans-papiers n'avaient eu le droit de récupérer que leurs médicaments).

SUISSE

Mobilisation de parents d'élèves contre l'expulsion de deux Congolais

Cela fait deux ans et demi que Josué, 9 ans, et Goldi, 10 ans, ont quitté le Congo-Kinshasa pour rejoindre leur père, demandeur d'asile en Suisse.

Il y a quelques jours, l'Office fédéral des migrations a annoncé que la demande d'asile des enfants était rejetée et qu'ils devaient « quitter la Suisse avant la fin du mois faute de quoi ils s'exposent à la contrainte ». Choqués, des parents d'élèves du quartier de Saint-Jean ont recueilli des signatures pour demander à Berne « de reconsidérer le renvoi des deux garçons (...) étant donné que le père est engagé pour son quartier ».

Willy Munganga, le père, a été très touché par cet élan de solidarité : « Cela fait aussi plaisir à mes enfants, qui ne comprennent pas pourquoi ils devraient être chassés alors qu'ils ont des amis et que moi aussi j'habite ici. »

Bernard Ducrest, responsable de la Direction du séjour à Genève, indique que les enfants ont obtenu un refus car la demande d'asile ne concernait qu'eux. Leur dossier n'était pas traité avec celui du père. Néanmoins il affirme qu'il n'y a pas de craintes à avoir : « Nous n'avons pas de velléité d'exécuter le renvoi. Nous examinons l'opportunité de demander l'octroi d'un titre de séjour pour le père, et donc pour ses enfants. »

[Source : Le Matin]

L'immigration au musée

« Pablo Picasso ? Débouté ! »

Mercredi, avant l'achèvement des travaux, aura eu lieu l'ouverture de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration - sans inauguration officielle. C'est Porte Dorée, à l'orée du bois de Vincennes, que s'est installé le nouveau musée de l'Immigration, dans le magnifique bâtiment de l'ancien Palais des colonies - construit pour l'exposition coloniale de 1931 -, devenu entre-temps musée de l'Outre-mer, puis, longtemps, celui des Arts africains et océaniques, avant que celui-ci ne soit démantelé pour enrichir les collections du musée des Arts premiers quai Branly.

Décidé sous Chirac, dirigé par Jacques Toubon - ancien maire du XIII^{ème} arrondissement, et ministre d'Édouard Balladur -, l'ouverture de ce lieu en plein cœur des débats sur l'immigration se sera faite sans tambour ni trompettes, l'actuel gouvernement semblant vouloir éviter de s'y afficher à l'heure où il fait le maximum pour promouvoir une politique xénophobe.

Seule la ministre de la Culture, Christine Albanel, aura finalement fait une discrète apparition en fin de journée, comme pour ne pas laisser l'exclusivité de cette inauguration de fait aux divers leaders socialistes qui s'y étaient précipités dès le matin, parmi lesquels Bertrand Delanoë et François Hollande.

Rappelons qu'il y a quelques mois, lors de la formation du gouvernement Sarkozy, huit chercheurs associés au projet de cette « cité de l'histoire de l'immigration », en avaient démissionné, pour protester contre la création du Ministère de l'immigration et de l'identité nationale - dont dépend ce musée pour l'essentiel de ses subventions.

L'ex-premier ministre Jean-Pierre Raffarin, sous l'autorité duquel ce projet avait vu le jour, se sera, lui, déplacé. « Je suis là pour honorer l'histoire de l'immigration... Au-dessus des polémiques », dira-t-il. Jacques Chirac avait prévu d'être là le matin du deuxième jour, mais il se sera décommandé...

Pour leur part, la LDH, le comité de vigilance de Paris 12[°] et RESF auront rassemblé une centaine de personnes pour procéder à une « inauguration citoyenne », avec banderoles, stand, prise de parole. Après quelques obstacles policiers, finalement l'entrée leur sera accordée.

Plus qu'un musée, cet endroit se voudrait « un espace de réseau », « un lieu d'échanges qui vise à promouvoir de nouvelles représentations sur l'immigration ». Après quinze ans de gestation, il s'agirait là de « changer le regard contemporain sur l'immigration en replaçant les flux migratoires dans leur perspective historique ».

Sur quelques grands panneaux devant le musée, on peut lire des phrases « signifiantes », parmi lesquelles un document de 1940 : la demande de régularisation d'un étranger sans-papiers adressée au Préfet de police de Paris. Ce sans-papiers s'appelait Pablo Picasso. Et sa demande sera rejetée...

[Sources : Libération, Rue 89, QSP]

Hortefeux reçoit

La semaine dernière, le ministre de l'Immigration recevait une délégation du Réseau Education sans frontière (RESF) et du Groupe d'information et de soutien des immigrés (Gisti), accompagnés d'un journaliste de Libération. « Il a commencé par nous passer un savon autour de l'utilisation que nous faisons du mot *rafle*, qu'on insultait un ministre de la République, que ça pouvait aller très loin... »

Quant au Gisti, le ministre n'aura pu s'empêcher de faire une réflexion sur la subvention que touche cette association. Sa conception à lui de l'utilité publique. L'argent du contribuable serait ainsi au service exclusif de son parti... Gare à qui ne voudrait l'entendre.

« J'ai bien conscience d'avoir un ministère emblématique au cœur de la campagne. » Campagne électorale, s'entend. Ainsi, il ne gère ni l'immigration ni le co-développement, mais une perpétuelle « campagne » électorale, au nom de ce qui serait mieux nommé « ministère de la démagogie ».

« Ça nécessite de ne pas se laisser impressionner par toute une série d'intermédiaires qui se croient prescripteurs d'opinion. »

En clair : ayant pour unique fonction de rabattre la fraction raciste de l'électorat, il doit surtout éviter de prendre en compte les critiques anti-racistes. L'immigration ? C'est « à l'évidence le sujet majeur qui a permis à Nicolas Sarkozy d'inverser la tendance pendant la campagne ».

Quant aux défenestrés dont on aura parlé dans les journaux, le jeune Ivan d'Amiens, et Chulan de Belleville, Hortefeux ose parler de « désinformation »... La dame chinoise n'était pas visée par la police, prétend-il expliquer. « Quant au jeune Ivan cet été, j'ai immédiatement accordé un titre de séjour à ses parents pour l'accompagner pendant toute sa convalescence », plaide-t-il. Il ne dit pas en quoi cela changerait le fait que l'un comme l'autre, tout comme les deux tunisiens qui se seront jetés par la fenêtre, à Toulouse et à Péage de Roussillon - dont il ne parle pas -, auront agi par crainte de la terreur policière qu'il fait régner avec son hystérique politique du « chiffre » ?

La convocation des Préfets ? C'est « seulement un signal public », que « ce n'est pas satisfaisant » et qu'il « réfléchit à un autre système ». Eh oui, il réfléchit cet homme ! Il aurait même des sentiments. Ainsi il aurait été impressionné par le regard d'un adolescent, lors de la visite du centre de rétention de Lampedusa, en Italie. « Toute la peur et le désarroi dans ce regard... ». En Italie... En France, il n'a peut-être pas le temps d'en visiter, des centres de rétention. Ou alors, faut-il imaginer qu'il baisse les yeux, et ne risque pas d'y croiser un regard.

Hortefeux est catholique, et « croyant ». « J'écoute d'abord le peuple, pas les élites. » « Le peuple français a tranché », affirme-t-il. Mais où donc aura-t-il vu que le peuple réclame qu'on enlève père et mère à leurs enfants, et qu'on aille chercher les gens chez eux à l'heure du laitier - qu'on terrorise une catégorie entière de population, comme au temps de l'occupation allemande, les Juifs ? Et quand bien même le peuple aurait voté pour les chambre-à-gaz, quelle légitimité aurait-il là ?

QSP

[Source : Libération]

Les débats du Sénat

Le "projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile" – autrement nommé "loi Hortefeux" –, aura été débattu une première fois par les députés, en commission des lois puis en séance plénière de l'Assemblée nationale [voir "Une nuit à l'assemblée", QSP n° 11]. Avant d'être "négociée" en commission mixte paritaire, et adopté "solennellement" par l'Assemblée, cette loi aura été examinée par le Sénat. Et abondamment discuté. Nous avons extrait ici les "meilleurs moments" de ce débat sénatorial.

• *Mme Éliane Assassi.* L'article 1er du présent projet de loi prévoit de soumettre les personnes sollicitant un regroupement familial à une évaluation, afin de mieux cerner leur degré de connaissance de la langue française et des valeurs de la République. En cas de besoin, une formation serait organisée dans le pays de résidence, au terme de laquelle une nouvelle évaluation serait effectuée. Le suivi de cette formation conditionnerait la délivrance d'un visa.

Comment le Gouvernement justifie-t-il cette nouvelle exigence ? (...) le chemin que doivent parcourir les étrangers demandant un regroupement familial est déjà très long. Cumulée avec des conditions de ressources revues à la hausse, l'instauration d'un contrat d'accueil et d'intégration pour les familles et la mise en place de tests ADN, si ceux-ci sont approuvés par le Parlement, cette nouvelle exigence restreint de fait l'accès au territoire français pour les candidats au regroupement familial. (...)

Alors que les administrations chargées de cette procédure se trouvent déjà dans l'incapacité de traiter les dossiers dans des délais raisonnables, l'organisation des sessions de formation prendra encore du temps, et les familles resteront séparées plus longtemps. Il s'agit là d'une atteinte au droit de vivre en famille, qui constitue pourtant une règle inaliénable, protégée par des textes ratifiés par la France, comme la Convention européenne des droits de l'homme et la Convention internationale de 1989 relative aux droits de l'enfant.

C'est tout de même un comble d'autoriser un étranger à venir chez nous pour travailler tout en lui interdisant de faire venir éventuellement sa femme et ses enfants ! Quel pays ose faire une chose pareille ?

Monsieur le ministre, est-ce ainsi que vous concevez l'intégration républicaine ? En restreignant de cette façon le droit au regroupement familial, ne craignez-vous pas, au contraire, de contribuer à développer un sentiment de haine – j'ose le dire – envers notre pays ? (...) Ne pensez-vous pas que cette disposition risque de créer une discrimination entre les étrangers francophones et non francophones ? Vous voulez ainsi demander à des étrangers de connaître nos valeurs républicaines alors même que votre politique tourne le dos aux principes les plus sacrés, les mieux ancrés dans notre République : la liberté, l'égalité, la

fraternité, la solidarité, la coopération et le respect du vivre ensemble !

• *Mme Michèle André.* (...) Il est illusoire de penser, me semble-t-il, que les personnes concernées accepteront une séparation familiale pour ce motif. (...) Devront-elles grossir les rangs des sans-papiers ? Enfin, le regroupement familial concerne beaucoup de femmes. Devront-elles supporter encore davantage les conséquences néfastes de ce régime ?

• *M. Louis Mermez.* (...) S'agissant du regroupement familial, le projet de loi que nous examinons soumet certains de ses bénéficiaires – c'est le terme officiel ; pour ma part, je parlerais plutôt de victimes ! –, à savoir les enfants âgés de plus de seize ans, à une nouvelle condition relative à la connaissance de la langue française et des valeurs de la République avant leur départ. (...) Comment explique-t-on (...) que, pour les enfants français, aucune méthode d'apprentissage d'une langue n'a jamais été déclarée plus efficace que l'immersion dans un pays qui la pratique, alors que, dès lors qu'il s'agit d'enfants originaires du sud de la planète, cette même méthode n'est pas bonne ? (...) Par ailleurs, examinons la situation d'un point de vue pratique en prenant l'exemple d'une famille originaire du Burkina Faso dont le père et la mère résident en France et demandent le regroupement familial pour deux enfants, dont l'un a moins de seize ans et l'autre plus de seize ans. Le plus âgé devra faire un long trajet pour suivre le stage dans la capitale de cet État africain. Comment s'y rendra-t-il ? Où ira-t-il ? Où séjournera-t-il ? Où sera-t-il reçu ? Qui prendra en charge les frais d'hébergement et de transport ? (...) Ce qui est proposé nous semble déraisonnable (...), inapplicable, dangereux pour ces mineurs. (...)

• *Mme Alima Boumediene-Thiery.* (...) Je [rappelle] que, en matière de regroupement familial des mineurs, l'État a l'obligation positive de « faciliter la réunification familiale », selon l'expression de la Cour européenne des droits de l'homme. (...) celle-ci rappelle que, pour un parent et son enfant, être ensemble représente un élément fondamental de la vie familiale. (...) Monsieur le ministre, dois-je vous rappeler qu'un enfant âgé de seize ans est un mineur ? (...)

• *Mme Éliane Assassi.* (...) Compte tenu des délais déjà très longs en la matière, je crains fort que, pour une demande de regroupement familial émise par un mineur âgé de plus de seize ans, la réponse de l'administration n'arrive trop tard, c'est-à-dire une fois que celui-ci aura atteint l'âge de la majorité. Et ce, monsieur le ministre, en raison des obstacles prévus par votre texte ! (...)

• *Mme Alima Boumediene-Thiery.* (...) Seuls les ressortissants étrangers jouissant d'un certain niveau de vie, ayant suivi des études dans des écoles dispensant des cours de français ou ayant des parents parlant le français seront éligibles au regroupement familial. Les autres se le verront refuser parce qu'ils n'auront pas eu cette chance. Fatalement, certaines personnes ne pourront pas suivre la formation qui leur sera imposée, car celle-ci risque d'être éloignée de leur domicile et ils n'auront pas les moyens de s'y rendre. Ils ne pourront donc pas obtenir l'attestation de suivi de la formation et auront été exclus

du dispositif en raison de leurs ressources financières, qui ne leur auront pas permis de bénéficier de cette formation. Une fois de plus, on exclut les pauvres ! (...) Monsieur le ministre, j'aimerais savoir ce que signifie l'expression « *connaissance des valeurs de la République* ». (...) Liberté, égalité, fraternité, certes, mais cela vise-t-il autre chose ? Faut-il connaître un couplet de la Marseillaise ? La connaître par cœur ? (...) Faut-il connaître les couleurs du drapeau français, pouvoir en expliquer l'origine, voire leur signification ? Il serait intéressant de proposer ce test à nos collègues ici présents, pour savoir s'ils le réussiraient ! (...) Avons-nous tous la même conception de ces valeurs ? Saurions-nous tous dire ce qui en fait partie ? (...) Si la réponse est non, il faudrait définir ces valeurs et il serait alors souhaitable que l'étranger, dans le cadre du décret visé par cet article, sache de quoi nous parlons. Si la réponse est oui, il sera encore plus aisé de définir ce corpus de valeurs dans le cadre de ce même décret. (...) Monsieur le ministre, il serait intéressant de savoir ce que vous entendez par « *valeurs de la République* ». J'avoue m'être plusieurs fois posé cette question. Pourtant, je me sens pleinement républicaine ! (...)

• M. Brice Hortefeux, ministre. (...) Pour s'intégrer dans un pays, mieux vaut en connaître certains éléments de la langue avant de s'y rendre. Il est alors plus facile de trouver un logement, un travail, d'avoir des relations avec ses voisins, de faire ses courses, etc. Telle est l'idée qui a guidé le Gouvernement. (...) Nous avons tous la même préoccupation, à savoir lutter contre le communautarisme. Justement, connaître déjà certains éléments de la langue est l'un des moyens d'y parvenir. (...) Il s'agit simplement d'un moyen pour apprécier la motivation du candidat étranger qui souhaite venir en France. (...) 74 % des Français approuvent cette initiative, qui est donc très largement consensuelle.

• M. Louis Mermaux. Ils étaient 80 % à approuver les accords de Munich ! (...)

• M. Brice Hortefeux. (...) Vous avez soulevé la question de la définition des valeurs de la République. (...) les valeurs de la République sont définies dans le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile en ces termes : « *la présentation des institutions françaises et des valeurs de la République, notamment en ce qui concerne l'égalité entre les hommes et les femmes, la laïcité, l'état de droit, les libertés fondamentales, la sûreté des personnes et des biens...* » (...)

• Mme Monique Cerisier-ben Guiga. (...) J'ai enseigné le français comme langue seconde pendant plus de vingt ans en Tunisie. Croyez-moi, quatre-vingts heures ou cent vingt heures de cours pour des jeunes ou des femmes qui n'ont jamais eu auparavant la moindre notion de français, le moindre contact avec notre langue, cela n'a pas de sens. (...) Tous les témoignages des professeurs de français en tant que langue étrangère concordent : la tâche de remplir les missions du contrat d'accueil et d'intégration est confiée à des associations, lesquelles voient leurs subventions baisser, si bien que les cours sont dispensés par des bénévoles, non par des professeurs, qui savent ensei-

gner le français. Ce n'est pas parce que l'on sait se coiffer que l'on est coiffeur. Ce n'est pas parce que l'on sait parler le français que l'on est capable de l'enseigner, surtout à des étrangers. (...)

• M. Brice Hortefeux. (...) Pour maîtriser parfaitement la langue française, il faut bien sûr du temps, et je fais référence à votre expérience professionnelle – que je ne mets pas en cause. Mais je n'ai jamais dit que l'objectif était de faire passer la dictée de Pivot ! (...) L'objectif, c'est que l'étranger possède quelques mots de français usuel à son arrivée sur notre territoire, afin qu'il puisse d'ores et déjà converser, faire ses courses et, je l'espère, trouver du travail. (...)

• Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (...) Nous estimons que rien ne devrait entraver la venue d'un enfant dans sa famille. (...) Comment demander aux étrangers ce qu'on n'accepterait pas pour les ressortissants de notre pays ? (...) Comment les Français eux-mêmes définiraient-ils les valeurs de la République ? (...) Si (...) nos concitoyens veulent s'installer dans un pays étranger pour y exercer leurs talents pendant un certain temps, que se passerait-il si on leur demandait de se conformer aux valeurs dudit pays ? (...) Quelle serait leur réaction si, dans un pays confessionnel, ils devaient prêter serment sur la Bible ou le Coran ? (...) Il est abusif d'exiger des étrangers – qui, d'ailleurs, n'ont pas le droit de vote ! – qu'ils sachent ce qu'est la laïcité, qu'ils connaissent nos institutions et le premier couplet de la Marseillaise, que beaucoup de Français ignorent, d'ailleurs ! (...)

• M. David Assouline. (...) Vous considérez les droits qui existent en France comme des moyens supplémentaires de contourner la loi et de frauder. (...) Si l'on devait juger la valeur des droits selon l'impératif qu'ils ne puissent jamais être contournés, il n'y aurait plus ni droits fondamentaux pour nos citoyens en France, ni démocratie. (...) Or, le droit de vivre en famille est un droit fondamental.

• M. Jean-Jacques Hyest, président de la commission des lois. Chez soi !

• M. David Assouline. C'est un droit inaliénable. (...) La famille et l'amour sont des valeurs fondamentales que vos restrictions n'arrêteront pas facilement. [Ceux qui n'auront pas d'attestation] viendront sans papiers et alimenteront l'immigration clandestine. (...) Monsieur le ministre, avec cette mesure, vous alimentez encore davantage les sans-droits. (...) Par ailleurs, s'agissant des valeurs de la République, qu'allez-vous donc leur apprendre ? (...) Pour ces femmes et ces enfants qui habitent à l'étranger, les valeurs de la France, ce sont sa tradition d'accueil et d'asile. C'est en tout cas ce qui était jusqu'à présent transmis de manière extraordinaire par ceux qui vivent ici à ceux qui vivent là-bas. Or, en ce moment, par les lettres qu'elles reçoivent, ces personnes sont alertées sur la remise en cause, par cette loi, de la solidarité, de l'égalité des droits, de l'accueil fraternel, bref, de tout ce que la France représentait pour eux. (...)

• M. Jean-Luc Mélenchon. (...) En cet instant, de qui parlons-nous ? (...) Nous parlons ici de la situation des

conjointes et des enfants des immigrés régulièrement installés en France. (...) Voilà ce qu'il faut avoir à l'esprit, cette blessure de la séparation, cette joie retenue des retrouvailles en vue. Vous le savez bien, ensuite, tout se passe bien et leurs enfants deviennent les compagnons de jeu des nôtres. Vous savez donc également comment tout cela finit : par des histoires d'amour, évidemment, car ce n'est pas le code de la nationalité qui dicte leur manière de vivre ! Voilà pourquoi un Français sur trois a l'un de ses parents qui a été un immigré. Il s'agit donc des grands-parents, des cousins, des oncles et des tantes de nos enfants et de nos petits-enfants. Nous parlons de notre famille ! (...) D'une manière générale, il faut d'abord avoir du respect pour l'immigré. (...)

Lorsqu'un être humain décide d'immigrer, il doit véritablement « s'arracher » à son village. (...) Sa situation n'a rien à voir avec celle du petit-bourgeois du XVI^e arrondissement de Paris, qui se rend à son cours de langue après avoir fait du macramé, de la peinture sur soie ou du yoga ! De sa maison à l'endroit où sera dispensée la formation, il y a des dizaines de kilomètres, parfois même des centaines. (...) Avez-vous prévu des internats ? (...) Votre proposition, c'est une machine à fabriquer des faux papiers ! (...) Tout cela n'est donc qu'une muraille de papier. (...) Ce n'est qu'une addition de vexations et de suspicions, qui vont nous rendre odieux aux yeux du monde entier. Personne ne penserait à imposer aux Français ce que nous-mêmes avons l'intention d'imposer aux étrangers, aux conjoints et aux enfants de ceux qui vivent déjà chez nous et à qui nous n'avons qu'une parole à dire, sur laquelle je terminerai cette intervention : pour son travail, pour son courage, pour l'amour qu'il donne aux siens, pour ce qu'il donne à notre patrie, à l'immigré, merci ! (...)

• M. Jean-Pierre Sueur. (...) Naturellement, nous n'accepterions pas que les Français allant travailler au Japon soient obligés de connaître préalablement le japonais, (...) que la connaissance du chinois soit exigée pour se rendre en Chine, qu'il faille suivre quatre-vingts ou cent vingt heures d'enseignement de farsi avant de partir en Iran, ou que nos compatriotes souhaitant travailler en Inde ne puissent pas se contenter de l'anglais et doivent apprendre les rudiments de l'hindi, langue extrêmement parlée dans le monde mais très peu connue en France. (...) Si de telles contraintes étaient imposées aux collaborateurs de nos entreprises, (...) qui, fort heureusement, vont à l'étranger, nous ne l'accepterions pas. (...) Aujourd'hui, j'ai honte quand je vois certains étudiants étrangers, accueillis très facilement dans de nombreux autres pays, notamment ceux que je viens de citer, qui me disent leurs très grandes difficultés pour s'inscrire dans une université française afin de suivre des études ou de mener des recherches. Ils comparent leur parcours à un véritable gymkhana, c'est épouvantable ! (...) En définitive, c'est l'image de la France qui est aussi en cause. (...) L'amour et l'affection ne peuvent en aucun cas être subordonnés à une quelconque exigence en matière de connaissance linguistique. (...)

• M. Pierre-Yves Collombat. (...) Les valeurs de la

République, nous en avons tous une connaissance intuitive ; mais lorsqu'il s'agit de préciser de quoi il s'agit, cela se complique. (...) Lors des séances de formation consacrées aux valeurs de la République, un moment sera-t-il consacré à l'étude du préambule de la Constitution de 1946, qui fait partie intégrante de la Constitution de la Ve République ? On y trouve des choses tout à fait intéressantes, comme le principe selon lequel « *chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi* ». Peut-être l'enseignera-t-on aux candidats à l'immigration ? On peut y lire également que « *la Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement* » ou – encore plus génial ! – que « *tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité* ». Vous allez en faire des gauchistes ! (...)

• M. Michel Charasse. (...) Un État souverain dispose d'un droit fondamental : accueillir ou non qui il veut sur son territoire. (...) La France, comme d'autres, a accepté quelques exceptions à ce principe. La plus ancienne est le droit d'asile. Inscrit dans le préambule de la Constitution de 1946 puis dans l'article 53-1 de la Constitution de 1958, il remonte en fait aux rois de France. C'est un droit quasiment sacré (...). Quant à la République, je préfère, pour ma part, que l'on parle de ses principes que nous connaissons bien, plutôt que de ses valeurs qui est une notion plus floue. (...) Cette république est élective et, en principe, le suffrage universel libre, égal et secret y est la source de tous les pouvoirs. (...) J'observe toutefois que si on se lance dans cette explication à l'égard des étrangers, quand ils arriveront en France et qu'ils verront qu'en réalité le suffrage universel et ses élus ne commandent rien du tout ou pas grand-chose, car la presse, les lobbies, les corporations, voire l'air du temps commandent tout en réalité, ils en reviendront vite ! (...)

• M. Jean-Claude Peyronnet. (...) L'ensemble de ce texte me semble extrêmement dangereux : au-delà de cet article 1^{er} qui concerne le regroupement familial, il comporte bien d'autres articles dont l'objet est le même, à savoir freiner l'immigration le plus possible (...). Or limiter l'arrivée des immigrants est complètement contraire à toute notre tradition d'accueil. Nous avons accueilli les Russes blancs après la révolution bolchevique, les Polonais dans les années trente, les Italiens dans les années trente et cinquante,...

• Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Et les Hongrois !

• M. Jean-Claude Peyronnet. ...les Portugais dans les années cinquante et soixante, les nord-africains dans les années soixante et soixante-dix. Nombre de ces immigrants se sont parfaitement intégrés et certains – parmi lesquels les Hongrois, particulièrement doués, semble-t-il, à cet égard, ont remarquablement réussi. Or, à tous ces immigrants, on n'a pas demandé lors de leur arrivée dans notre pays s'ils connaissaient les valeurs de la République ni même s'ils parlaient le français. (...) C'est ce qui « fait » la France puisque le tiers de ceux qui vivent dans notre pays ont une origine étrangère à ce que j'appellerai, pour simplifier, le « fond gaulois ». (...) Il est dommage que l'on n'ait pas demandé aux Sénégalais, ces Français

de « seconde zone » qui ne s'en sont pas moins trouvés au front en 14-18, s'ils connaissaient les valeurs républicaines, car, probablement, ils ne les connaissaient pas et cela leur aurait évité de se faire massacrer pour nous ! (...) [L'article 1er est adopté.]

• M. David Assouline. (...) Monsieur Hortefeux, vous déclariez, le 24 septembre dernier, devant les directeurs régionaux et départementaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle : « Le constat est accablant : en 2005, seulement 11 000 étrangers ont été autorisés à venir exercer une profession dans notre pays, à comparer avec 92 000 étrangers accueillis en France au titre de l'immigration familiale. » Ces chiffres, vous le savez, sont faux ! (...) Le regroupement familial ne représentait plus que 23 717 premiers titres de séjour en 2005, contre 30 118 en 2002. (...) L'Agence nationale d'accueil des étrangers et des migrations [fait] état de 18 140 personnes autorisées à entrer en France au titre du regroupement familial en 2006, contre 22 978 en 2005 et 27 267 en 2002. (...) Monsieur le ministre, dans ce domaine, il faut mettre fin à la démagogie ! Il faut cesser d'inventer des chiffres pour faire peur au bon peuple, car il s'agit de questions graves que nous devons aborder avec justice, avec dignité, avec respect : ce sont des tranches de vie humaine qui sont en jeu ! (...)

• M. Louis Mermaç. (...) De ce texte, j'espère qu'il ne restera pas grand-chose ; s'il pouvait même disparaître dans sa totalité, ce serait parfait. (...) Je tiens à dire que nous jugions (...) particulièrement absurde qu'un étranger installé régulièrement en France soit obligé de faire repartir, après six mois de vie commune, son épouse dans le pays d'origine pour subir un stage linguistique et pour obtenir un visa de long séjour. (...) Cette disposition (...) causerait des dégâts collatéraux dont même l'OCDE s'est inquiétée, car elle pourrait viser des ressortissants de pays voisins de la France ayant un même niveau de développement économique. (...)

• M. Richard Yung. (...) Avec l'article 4, nous avançons d'un cran, puisque sont concernés les « étrangers » qui auront épousé un Français. La situation est donc différente et assez originale : cela participe de la stigmatisation des mariages binationaux ! Je représente les Français établis hors de France ; j'ai moi-même vécu trente-cinq ans à l'étranger, dans une quinzaine de pays ; la plupart de mes amis sont des couples binationaux, et de toute nationalité. Personnellement, j'ai toujours considéré, dans la très grande majorité des cas, que cela constituait une richesse non seulement pour eux, mais aussi pour notre pays, sur le plan culturel, du fait des croisements de valeurs, etc. (...) Encore une fois, c'est bien une mesure de vexation, d'ostracisme contre les mariages binationaux.

• Mme Bariza Khiari. Monsieur le ministre, depuis 2002, votre majorité n'a eu de cesse de faire peser le soupçon sur les mariages mixtes, comme si, à vos yeux, s'unir à un étranger était tellement inconcevable qu'il ne pouvait s'agir que d'un détournement de procédure pour obtenir un titre de séjour. (...) La loi du 14 novembre 2006 relative au contrôle de la validité des mariages s'inscrivait

déjà dans cette logique de suspicion et d'hostilité. (...) Le cortège de mesures vexatoires que vous prévoyez ne saurait enrayer l'augmentation des mariages mixtes. (...) Ni la loi sur la validité des mariages, ni l'obligation d'un retour au pays pour obtenir un visa de long séjour, ni même l'obligation d'une formation linguistique n'empêcheront des hommes et des femmes de s'aimer, sans souci des frontières ou des langues. (...) En imposant au conjoint de Français un test de langue, assorti, si nécessaire, d'une formation, vous créez une entrave, un délai supplémentaire au droit de vivre une vie familiale. (...)

• Mme Alima Boumediene-Thiery. (...) Cet article institue une véritable inégalité entre Français, plus précisément entre celui qui épouse un Français et celui qui épouse une personne non française. Mais choisit-on de tomber amoureux de quelqu'un qui n'est pas français ? (...) En fait, 52 % des titres accordés au nom de la vie privée familiale le sont à des conjoints de Français. (...) Dans certains pays, des femmes ne peuvent pas épouser un étranger. Ainsi, dans certains pays musulmans il leur est interdit d'épouser un non-musulman. Exiger que ces femmes repartent dans leur pays d'origine pour y chercher un visa revient à les exposer gravement puisque, étant alors dans l'illégalité totale, elles risquent leur vie ! (...)

• Mme Monique Cerisier-ben Guiga. (...) Dans la réalité, le mariage entre un Français et un étranger ne constitue pas un regroupement familial et, jusqu'à maintenant, cela n'obéissait pas aux mêmes règles. Or, avec cet article, on s'arrange pour que la règle soit la même : cours de français, parcours d'intégration préliminaire. On réunit donc les deux phénomènes sous un même vocable, celui d'« immigration familiale » ; ainsi, l'immigration liée au mariage avec un Français entre dans la catégorie de l'immigration « subie », selon votre vocabulaire, alors qu'il s'agit d'une immigration de droit. (...) En France, l'accroissement du nombre de mariage avec des étrangers correspond aussi – et c'est cela qui est mis en avant dans le rapport – à une phase transitoire de l'intégration sociale des familles migrantes. C'est cela qui vous gêne ! (...) La cible de ce texte, c'est non pas le mariage d'un cadre français avec une étudiante américaine, mais celui d'un jeune Français ou d'une jeune Française dont la famille est d'origine étrangère avec une étrangère ou un étranger du pays d'origine de ses parents. (...) Un bon nombre de mariages sont réellement mixtes, puisqu'il s'agit de jeunes Français d'origine étrangère avec des Français dont les ascendants sont français depuis deux ou trois générations. Ces mariages, il faut bien le dire, n'ont pas toujours la préférence des familles, qui sont habituées à la tradition endogame et préfèrent les mariages arrangés. Les jeunes gens éduqués en France par des mères étrangères se figurent parfois que la jeune fille du village reproduira le modèle maternel de bonne maîtresse de maison, de bonne mère de famille et d'épouse soumise. Quant aux jeunes filles, elles s'illusionnent sur les sentiments et les capacités d'adaptation en France des fiancés présentés par la famille ou les proches du pays. Mais la sécurité et l'approbation familiale du mariage traditionnel arrangé séduit et ne débouche pas nécessairement sur

des échecs, en tout cas pas plus souvent que pour les mariages franco-français. Ce sont ces mariages de jeunes Français, dont les familles sont originaires de Turquie, du Maghreb ou d'Afrique subsaharienne, que les lois successives tendent à rendre le plus difficile possible. (...) Il est dangereux pour le Parlement de voter de telles dispositions, qui ne sont pas faites pour être appliquées. Elles sont en fait destinées à produire des blocages, des délais, une surcharge de travail administratif, des contentieux judiciaires, car il faut à tout prix décourager les candidats à ces mariages. (...) Les dispositions de ce texte ne sont pas pragmatiques, parce que ces mariages auront de toute façon lieu. En outre, ces derniers amènent en France des travailleurs et des travailleuses, car l'immigration familiale est aussi une immigration de travail. (...) Les mesures prévues ne sont pas conformes au droit de vivre en famille. Il me paraît inacceptable que les délais puissent atteindre deux ou trois ans, comme cela découle de la loi relative au contrôle de la validité des mariages, y compris lorsque des enfants sont nés du couple. (...) Nous ne cessons de modifier les lois, les avocats ne peuvent plus les appréhender et les magistrats ne peuvent plus les faire appliquer. Au total, l'État de droit ne règne plus, à cause de cette folie législative. (...)

• M. François-Noël Buffet, rapporteur. (...) La commission a donc décidé de proposer un amendement visant à supprimer l'obligation pour les conjoints de Français résidant à l'étranger et souhaitant rejoindre leur conjoint français en France de passer un test de langue et de suivre, le cas échéant, une formation linguistique et civique. (...)

• Mme Alima Boumediene-Thiery. (...) Ce projet de loi ne touche pas que les étrangers : il a une incidence fâcheuse sur le quotidien même de Français résidant sur le territoire national. Il crée une discrimination dans la jouissance du droit au respect de la vie familiale tel qu'il découle de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, puisqu'il pénalise les Français dont le conjoint est étranger. Cette discrimination entre Français est contraire au principe d'égalité de tous devant la loi. (...)

• M. Brice Hortefeux. (...) En réalité, il faut se poser une première question : pourquoi le projet de loi s'intéresse-t-il aux conjoints de Français ? Pour la simple raison (...) que l'immigration familiale se compose aujourd'hui à 50 % de conjoints de Français. (...)

• M. Charles Pasqua. (...) Ce dispositif tend à préciser que ceux-ci [*les conjoints étrangers de Français*] bénéficient sur place des mesures nécessaires pour leur permettre d'approfondir la connaissance de la langue. Cela me paraît juste. (...)

• M. Bruno Retailleau. (...) Le mariage est aujourd'hui la première cause des flux migratoires. Le problème, c'est que, en un peu moins de dix ans, le nombre de conjoints étrangers de Français a explosé : il a été multiplié par trois. Soit un filtre d'amour a été répandu sur un certain nombre de pays, ce qui est possible, soit (...) le mariage serait, dans certaines circonstances, détourné de sa fonction première d'unir deux êtres qui s'aiment et tout sim-

plement utilisé comme un moyen de fraude. (...)

• Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Il est dommage que M. Retailleau ait gâché les bons sentiments de M. le ministre qui, depuis des heures, nous explique qu'il veut rendre service aux étrangers en leur apprenant le français avant qu'ils s'installent dans notre pays. M. Retailleau a « mis les pieds dans le plat » : les étrangers sont des fraudeurs, des habitués des mariages blancs. (...)

• M. Philippe Arnaud. (...) Il peut, certes, y avoir des abus, des mariages de complaisance ; on ne peut pas le nier. Mais nous avons déjà modifié le code civil, renforcé les dispositifs de validation de l'authenticité des sentiments et du projet de vie commune. Chaque officier de l'état civil a aujourd'hui l'obligation de vérifier ou de faire vérifier l'authenticité des sentiments avant de procéder au mariage.

• Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Les mariages d'argent ne sont plus possibles ! (...)

• M. Jean-Luc Mélenchon. (...) C'est uniquement de cela qu'il s'agit : casser les pieds aux gens pour les dissuader. (...) Voilà quelques années, nous avons ici délibéré des conditions qu'il faudrait dorénavant réunir pour prouver que l'on est bien français. (...) Mon cher collègue, vos dispositions étaient assurément incroyablement rationnelles. Pour autant, elles ont abouti à ce que, à deux reprises, on me demande de prouver que j'étais français, et plusieurs de ceux qui siègent sur ces travées ont connu la même mésaventure. Voilà où nous en sommes arrivés ! De géniales trouvailles administratives mènent à des absurdités. Et encore, j'avais la chance d'être un sénateur de la République française, élu deux fois dans cette fonction ! Que se passe-t-il quand c'est un citoyen lambda qui tombe dans les pattes d'une noire bureaucratie, ici, en France, où on ne veut pas le voir, et, pis encore, là-bas, où on le considère comme du bétail à tondre ? (...) Qu'avons-nous à craindre de 20 000 personnes qui épousent nos concitoyens ? Rien du tout ! Alors, fichons-leur la paix. (...)

[*La séance, suspendue à dix-huit heures quarante, est reprise à vingt et une heures trente-cinq, pour traiter de l'amendement 5 bis, nouvelle formulation de l'« amendement Mariani » sur les tests ADN.*]

• M. David Assouline. (...) En dépit du fait que la commission des lois l'ait rejeté, vous avez décidé de défendre bec et ongles, dans cet hémicycle, un amendement, déposé par les élus les plus radicaux, je dirai même les plus extrémistes, de l'UMP, (...) qui porte gravement atteinte à l'un des fondements de notre identité républicaine et, au-delà, de notre conception même de la famille. (...) Monsieur le ministre, en ne freinant pas les plus extrémistes de vos amis, tentés, au travers de l'amendement « Mariani », de fichier génétiquement les immigrés, vous menez une opération de basse politique destinée à une certaine partie de votre électorat, plutôt que de prendre la responsabilité de rappeler nos principes républicains à M. Mariani et à ses comparses. (...) Vous prétendez vouloir aider les pauvres malheureux qui se verraient refuser l'entrée sur notre territoire à prouver leur identité par un autre moyen que la production d'un acte d'état civil. Mais

pourquoi vouloir à ce point faire leur bonheur ? (...)
Si nous devons faire subir un test ADN à l'amendement « Mariani », le laboratoire sollicité nous répondrait que l'article 5 bis de ce projet de loi n'a aucune filiation avec la Ire, la IIe, la IIIe, la IVe ou la Ve République : il n'appartient pas au patrimoine génétique des cinq générations de la République française. Il est tout simplement – et je mesure mes mots – indigne ! (...)

• *M. Hugues Portelli.* (...) En matière de regroupement familial, le droit qui s'applique est le droit civil commun : à défaut de lien de filiation prouvé par des actes d'état civil, c'est le régime de ce que l'on appelle en droit français la possession d'état qui est en vigueur. Autrement dit, faute de document écrit, le lien de filiation est attesté, ou non, à l'aide d'un faisceau d'éléments concordants, tels que le comportement des parents, les liens qu'ils établissent avec l'enfant, les témoignages de tous ceux qui les entourent dans la vie tant familiale que sociale.

• *M. Louis Mermaz.* (...) Partout en Afrique, nous enregistrons aujourd'hui des manifestations d'émotion intenses et il s'agit là, me semble-t-il, d'un élément qui doit aussi être pris en considération. (...)

• *Mme Bariza Khiari.* (...) Avec cet article, nous franchissons un nouveau palier dans la criminalisation de l'immigration et dans la démagogie. (...) Cette mesure est inutile, discriminatoire et moralement intolérable. (...) Surtout, cet article est moralement et éthiquement inacceptable. Il viole (...) les principes les plus fondamentaux de notre droit de la filiation. Il donne de la famille une définition purement biologique, au mépris de la tradition française ; il fait peser la suspicion sur les enfants adoptés, sur les familles recomposées ; bref, il fait peser le soupçon sur les liens d'amour, qui sont essentiels dans une famille. (...) Cet article 5 bis illustre la conception que certains se font de l'immigration, mais il faut aujourd'hui cesser de politiser ce débat : l'immigration n'est pas un filon électoral qu'il suffirait d'exploiter régulièrement ! (...)

• *Mme Éliane Assassi.* (...) À quoi sert l'amendement Mariani, qui introduit les tests ADN ? Il a tout simplement pour objet de cristalliser les débats sur cette mesure honteuse et de nous faire oublier les autres dispositions. (...) La sévérité des précédentes réformes ne vous a pas suffi, pas plus que la multiplication des reconduites à la frontière ou les récents drames humains touchant des adultes et des enfants sans papiers, capables de se défendre et préférant mourir plutôt que de retourner dans leur pays ! Le Gouvernement repousse encore les limites. Avec cet article 5 bis, il touche à un principe fondamental, celui de la dignité de la personne humaine. (...)

• *M. Jean-Pierre Sueur.* (...) Je me souviens du rapport du député Ginesti, puis d'un rapport de l'INSERM, enfin de la position d'un ancien ministre de l'intérieur, qui trouvaient qu'il serait intéressant, utile, nécessaire de dépister chez les très jeunes enfants, de un ou deux ans, les gènes porteurs d'une délinquance future. (...) De la même manière, je tiens à rappeler en cet instant un débat qui a été publié dans la revue *Philosophie* auquel participait Michel Onfray et au cours duquel Nicolas Sarkozy a soutenu que la criminalité et, plus précisément, la pédophi-

lie avaient des sources génétiques. (...) Cette obsession manifestée à l'égard de la génétique mérite d'être analysée. (...) Le déterminisme génétique, c'est la philosophie la plus conservatrice qui soit, parce que c'est le contraire de l'humanisme. (...)

• *M. Jean-Luc Mélenchon.* (...) Dans notre pays, la filiation est déclarative. Que signifie ce principe ? Lorsque quelqu'un se présente et affirme que tel enfant est le sien, jusqu'à preuve du contraire, on ne peut pas nier cette affirmation. (...) Jusqu'à ce que l'on démontre le contraire, lorsqu'une femme revendique la filiation d'un enfant, ce dernier est reconnu comme étant le sien. (...) dans notre tradition – c'est le résultat des Lumières –, le lien social est premier, alors que le lien biologique est second. Cette grande avancée de l'esprit humain est le résultat de longs siècles de réflexion. (...) Depuis François 1er, nous pratiquons le droit du sol. De ce fait, en toute circonstance, les Républicains affirment que ce qui décrit le rapport entre les individus, c'est le lien social, le lien politique. C'est le fondement de la République. (...) Chemin faisant, quelqu'un s'est dit : si la filiation est établie par la paternité, certaines découvertes risquent de troubler des familles. Un esprit simple a donc estimé qu'il serait plus aisé de procéder à des recherches génétiques sur les femmes. (...) Tout le monde a alors trouvé naturel que l'on établisse la filiation matrilineaire. Un tel événement serait entériné, de fait. La primauté serait accordée, d'une part, au lien biologique et, d'autre part, au lien matrilineaire. (...) Le Président de la République « trierait-il » entre ses propres enfants et ceux de son épouse ? Procéderais-je moi-même de la sorte ? Non, ils sont tous nos enfants. Ils disposent de deux pères, de deux mères, tout comme moi. (...) Nous sommes le peuple des Lumières et de la République.

• *M. Michel Mercier.* (...) Les liens de la filiation font partie de ce qu'il y a de plus sacré dans notre civilisation. On ne peut pas les modifier pour de simples motifs de commodité ou d'efficacité. Les règles existantes en la matière constituent un socle qui participe au fondement même de notre nation. (...) c'est à partir de ce socle, et non en dehors, que l'on peut établir des mesures nouvelles. (...) S'il appartient au Gouvernement et au Parlement de réguler les flux migratoires, ils ne peuvent le faire qu'en respectant les règles, connues, de notre droit civil. (...) Les familles d'immigrés doivent être soumises aux mêmes lois que les familles françaises. Des régimes différents ne peuvent pas s'appliquer aux uns et aux autres. (...)

• *Mme Bariza Khiari.* C'est un texte fait par des hommes !

• *Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.* (...) Chacun sait que les règles de la filiation et l'éducation des enfants ne sont pas les mêmes en Europe ou dans les pays africains, au Maghreb, etc. (...) Essayez d'être raisonnables et supprimez cette disposition ! (...)

• *M. Paul Girod.* (...) Il existe un certain nombre de quasi-États à travers le monde au sein desquels ces notions élémentaires auxquelles nous sommes habitués n'existent pas et où, par conséquent, il n'est ni absolument inutile, ni absolument odieux (...) d'offrir une pos-

sibilité d'appel à ceux qui sont dans une situation difficile, du fait de l'inexistence de l'état civil et des scrupules, voire de la lourdeur, de notre administration française, parfois exagérément tatillonne. (...)

• M. Henri de Richemont. (...) Est père celui qui donne son nom, qui se reconnaît comme père et qui agit en tant que tel, la paternité ne se déterminant pas uniquement en fonction de critères purement biologiques. (...) Les étrangers dont nous parlons, notamment africains, sont peut-être les descendants des spahis algériens, des tabors marocains ou des tirailleurs sénégalais, et nul ne sait si le soldat inconnu qui repose sous l'Arc de triomphe est français par le sang reçu ou par le sang versé. (...)

• M. Robert Badinter. (...) Je tiens à faire remarquer que j'ai rarement vu, depuis vingt-cinq ans, un amendement d'origine parlementaire soulever autant d'émotion et de réactions. (...) Je me suis interrogé sur le sens de cet amendement, car personne ne peut croire sérieusement que l'intention de son auteur était de favoriser le regroupement familial ! (...) Chacun mesure les dangers du recours aux tests ADN, car, avec une certitude d'environ 99,9 %, ils peuvent faire jaillir une vérité biologique qui n'est pas nécessairement conforme à la réalité affective. Certes, la filiation biologique existe, mais il y a aujourd'hui, dans notre droit et dans nos mœurs, bien d'autres modes de filiation, qui ne se limitent plus à la vénérable adoption ou à l'insémination artificielle : avec les familles recomposées, les enfants recueillis ou l'homoparentalité, la panoplie est complète ! À mon avis, au XXI^e siècle, on s'intéressera plus au lien de filiation « affectif », celui qui repose sur l'amour dont la possession d'état n'est que l'expression juridique, qu'au lien génétique direct. Le recours aux tests ADN s'avérera alors périlleux. Pour la mère, d'abord, dans la mesure où la révélation, car c'est bien de cela qu'il s'agit, après des années de mariage ou de vie commune, que le père légal n'est pas le vrai père va la contraindre à reconnaître ce qu'elle a fait et tu. Pour l'enfant ou pour l'adolescent, surtout, pour qui il n'y pas de coups plus durs que d'apprendre brutalement que sa mère a menti et que son père n'est pas son père. (...) On contraint désormais [les étrangers qui demandent le regroupement familial] à établir une filiation par des moyens que la loi française interdit. (...) Il s'agit d'une inégalité flagrante, qui, sur le plan constitutionnel, entraînerait une sanction. (...) Nous devons, à la fois, observer les principes de notre droit civil dans ce domaine et respecter les règles de droit international privé que nous nous sommes données. (...)

• M. Gérard Delfau. (...) S'agissant, par ailleurs, de l'inscription d'une filiation génétique pour les Français, je suggère à notre commission des lois de travailler à son encadrement le plus rapidement possible. Je rappelle que c'est sur la base de cet article du code civil qu'un juge a décidé d'exhumer le cadavre d'Yves Montand, une personne ayant revendiqué un lien de filiation. (...) En vous écoutant (...) j'imaginai un avenir ubuesque, ou kafkaïen, dans lequel des femmes originaires de tel ou tel pays d'Afrique souhaitant bénéficier d'un regroupement familial légitime (...) devront saisir le juge d'instance de

Nantes. (...)

• Mme Alima Boumediene-Thiery. (...) Cette disposition a même permis au Gouvernement, par la voix de M. Mariani, d'occulter l'ensemble du projet de loi, ce qui est tout de même dommage. (...) En droit international privé, pour savoir quelle règle est applicable en matière d'établissement de la filiation, il faut consulter la loi de la nationalité de la mère. Si ce texte dispose que la filiation est établie par reconnaissance ou par adoption, comme c'est le cas en France, seuls ces moyens pourront être reconnus. (...) Dorénavant, les actes [d'état-civil] sont présumés faux. Il revient donc à l'étranger de prouver que ces documents sont authentiques et non à la France de prouver qu'ils sont faux. (...) L'article 5 bis est révélateur de votre défiance vis-à-vis des étrangers, mais aussi à l'égard du droit international privé et des autres États. Il est aussi, malheureusement, l'expression d'un état d'esprit indigne de notre pays. (...)

• Mme Éliane Assassi. (...) En 1994 – un gouvernement de droite dirigeait notre pays –, M. Méhaignerie, garde des sceaux, s'exprimait ainsi devant le Sénat : (...) « *Au-delà de nos frontières, les tests d'identification peuvent être librement pratiqués chez plusieurs de nos voisins. Devons-nous, pour autant, suivre la même voie ? Je ne le crois pas. Les répercussions sociales d'un recours non contrôlé aux tests d'identification génétique ne sauraient être mésestimées. Que resterait-il des règles qui régissent notre droit de la famille, fondé tout autant sur les sentiments affectifs et la paix des ménages que sur la vérité du sang ? Que resterait-il de l'intérêt de l'enfant s'il pouvait se voir imposer, à tout moment, des révélations biologiques qu'il préférerait ignorer, car, ne l'oublions pas, l'identification génétique peut être réalisée à l'insu même de l'intéressé ?* » Ces propos ont treize ans, mais ils sont toujours d'actualité, car ils ont pour fondement la dignité humaine. (...)

• Mme Michèle André. (...) Ce qui m'amène à citer Axel Khan et Didier Sicard, anciens membres du comité consultatif national d'éthique : « *Le père légal peut être différent du père biologique sans que cela remette en question le lien familial. Les généticiens savent que tel est le cas, suivant les régions, de 3% à 8 % des enfants français de souche...* »

• M. Jean-Jacques Hyest. Mes chers collègues, je revendique la paternité de cet amendement... (...)

• M. Robert Bret. Certains ont des doutes !

• Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Il faut faire un test ADN !

• M. Brice Hortefeux. (...) Tout d'abord, personne ne propose je ne sais quel fichage génétique. (...) Chaque année, des demandeurs de bonne foi ne peuvent obtenir de visa pour notre pays parce qu'ils ne parviennent pas à prouver concrètement leurs liens de filiation, faute de disposer d'un état civil fiable. (...) Dans certains pays, notamment en Afrique subsaharienne, 30 % à 80 % des actes d'état civil sont frauduleux. (...) Seule la filiation avec la mère pourra être prouvée par le test ADN. (...) Cette très sage limitation évitera (...) de créer des situations tragiques ! Je pense notamment aux cas de viol. [Préoccupation que Brice Hortefeux n'avait pourtant pas prise en compte en faisant adopter l'amendement Mariani à

l'Assemblée – alors que plusieurs députés avaient explicitement soulevé ce problème, voir QSP n°111 (...) Voilà autant d'avancées qui, en fait, mettent en place un droit nouveau qui sera utile aux demandeurs de visa de bonne foi, tout en respectant les principes de notre droit et, au-delà, les principes éthiques qui nous guident. (...)

• *M. Jacques Mahéas.* (...) Bien que vous vous en défendiez (...) ce texte sera manifestement vécu comme une tyrannie génétique et une humiliation par ceux auxquels il sera appliqué. (...) Étant maire depuis longtemps, j'ai eu de nombreuses occasions de célébrer des remariages de couples français et j'ai pu constater l'extrême facilité avec laquelle le nouveau conjoint adopte des enfants dont il n'est pas le père génétique. (...) Par exemple, M. X, dont les enfants se trouvent en Afrique subsaharienne, souhaite effectuer un regroupement familial. (...) Cette personne effectue les démarches nécessaires, mais la mère de ses enfants décède. Devenu veuf, que peut-il faire ? Quelle possibilité lui donnons-nous ? C'est un cas douloureux, vous le comprenez bien ! (...) Ces enfants n'auront plus de famille du tout ! (...) De tels cas seront peut-être plus nombreux que les demandes de test ADN ! (...) Vous allez donc laisser ces enfants sans famille ! (...) Trouvons-la, par exemple, pour ce veuf ! (...) Je n'entends aucun d'entre vous répondre correctement à ma question ! (...) Peut-être M. le ministre le fera-t-il ?

• *M. Brice Hortefeux.* Non ! (...)

• *M. Robert Badinter.* (...) Ce que nous faisons là est une erreur ! *[Nous]* ne tirerons aucun bénéfice de ce texte par rapport au regroupement familial et à son retentissement en Afrique et dans d'autres pays. Le résultat sera totalement négatif ! (...)

• *M. David Assouline.* (...) Pourquoi ne pas simplement inscrire dans la loi que ce sont les règles du code civil français en matière de recherches en filiation qui s'appliqueront aux enfants mineurs dans le cadre du regroupement familial ? Si tel était le cas, il ne serait plus fait référence aux tests ADN, référence qui a provoqué tant de remous dans l'opinion. (...) On réparerait ainsi les dégâts qui ont été commis dans nos banlieues et à l'étranger, et on sortirait par le haut de ce débat, de surcroît par un vote unanime. Or, (...) la référence aux tests génétiques, qui a suscité tant d'émotion, ne disparaît pas du projet, même si sont modifiées les conditions dans lesquelles il peut y être recouru. (...) En dépit de vos manœuvres de diversion, vous verrez que l'émotion restera intacte. (...)

• *M. Louis Mermaç.* (...) Ce soir, chacun est face à sa conscience, chacun est libre de son vote. (...) Pour notre part, nous n'étions pas forcément meilleurs que vous lorsque nous détenions la majorité ! (...) Il y a fort longtemps que nous sommes dans un régime de type plus ou moins consulaire. Se dirige-t-on aujourd'hui carrément vers un pouvoir à caractère personnel ? On verra si ce risque est avéré. (...) L'amendement de M. Hiest est la copie du précédent : c'est l'amendement Mariani honteux ! (...) C'est vraiment un grand malheur pour la France, un grand malheur pour l'histoire de notre pays. Songez à la mère de famille au fin fond du Mali qui sera volontaire pour subir un test. Pour vous, tout est simple : elle devra

s'adresser au tribunal de grande instance et un débat sera organisé. Mais c'est complètement irréaliste ! Comment voulez-vous que, du Burkina Faso à Nantes, ce système puisse fonctionner ? En revanche, c'est une véritable insulte faite aux Africains, raison pour laquelle, du fond du cœur, je demande à tous ceux qui se sentent libres de leur vote, sur quelque travée qu'ils siègent, d'avoir le courage de voter contre cette chose ! (...)

• *M. Pierre Fauchon.* (...) On est allé jusqu'à dire qu'il s'agissait finalement d'un texte restrictif qui tendait à limiter le regroupement familial des enfants. Mais enfin, soyons de bonne foi ! Ce texte essaie de remédier à la situation fâcheuse... (...) Nous cherchons une solution. (...) Elle comprend deux possibilités d'établir le lien en cas de défaut d'état civil : la possession d'état et, à défaut, in extremis, en quelque sorte, et uniquement pour les femmes, l'identification génétique. (...)

• *M. Jean-Pierre Sueur.* (...) Pour maintenir ces lettres « ADN » dans le texte, et vous y tenez plus que tout, on arrive à une totale absurdité. (...) Imaginons (...) une personne qui se trouve en Afrique, en Océanie ou en Asie, à 1 000 ou 2 000 kilomètres d'un consulat, et qui fait une demande de regroupement familial. Les autorités françaises sur place s'intéresseront à l'état civil et, s'il pose des problèmes, à la possession d'état. En cas de doute, elles pourront s'adresser au tribunal de grande instance de Nantes. Ce tribunal, mes chers collègues, en vertu de ce que certains d'entre vous s'appêtent à voter, procédera à des « investigations », terme qui suppose, s'il est inscrit dans la loi, que ledit tribunal cherchera à savoir ce qui se passe à 15 000 kilomètres de Nantes. (...) Comment le tribunal agira-t-il ? J'imagine qu'il disposera de moyens et pourra envoyer des personnes sur place pour enquêter. (...) Mais le tribunal a-t-il les moyens de financer ces déplacements ? Ensuite (...) il y aura un débat contradictoire entre, d'un côté, les représentants de l'administration, du ministère des affaires étrangères, du consulat – j'ignore d'ailleurs comment ils seront choisis – et, de l'autre côté, une personne représentant les intérêts de l'enfant concerné, lequel pourra être à 3 000 kilomètres du consulat, en Asie, en Océanie ou en Afrique. Comment et par qui cet avocat sera-t-il désigné ? Installera-t-on la visioconférence là-bas, à l'autre bout du monde ? (...) Un tel dispositif n'est pas applicable. En réalité, on fait n'importe quoi pour sauver le test ADN. C'est inacceptable ! (...)

[Le scrutin a lieu.]

Nombre de votants : 323.

Nombre de suffrages exprimés : 314.

Majorité absolue des suffrages exprimés : 158.

Pour l'adoption : 176.

Contre : 138.

[À l'heure de boucler, le texte des rapporteurs de la commission mixte paritaire rassemblant sénateurs et députés et convenant d'une position commune, bien qu'adopté il y a 24 heures – le 16 octobre –, n'a pas encore été publié. Le Sénat prévoit une nouvelle "discussion publique" pour le 23 octobre. L'Assemblée n'a pas encore annoncé de date. QSP]

La police se présente dans votre établissement : que faire ?

Même si le cas est plus rare qu'avant, autant être bien informé car tout va très vite quand il y a intervention des forces de l'ordre...

Une circulaire du 29 mai 1996 de l'Éducation nationale (n° 96-156 BO n°23 du 6 juin 1996) précise que c'est au proviseur, au principal ou au directeur d'école qu'il revient d'apprécier si des « personnes tierces au service » doivent être introduites à l'intérieur de l'établissement.

Seule obligation légale :

Laisser entrer les forces de police agissant sur commission rogatoire d'un juge d'instruction ou dans le cadre de flagrant délit (ex. crime ou délit venant de se commettre à l'intérieur de l'établissement ou de ses abords). Cela ne concerne donc pas les lycéens majeurs ou les enfants de parents sans papiers en tant que tels. Les agents venant chercher un enfant peuvent le faire uniquement en présentant une autorisation des parents ou directement avec eux. Comment réagir ?

- Mettre les enfants à l'abri. Pour cela, il est important d'avoir discuté avec les familles concernées avant afin de ne pas être pris au dépourvu.
- En tout état de cause, refuser de remettre ces enfants à l'autorité qui les exige et ne peut s'en prévaloir (sauf à avoir l'autorisation écrite des responsables légaux).
- Informer tout de suite les associations de parents d'élèves, les syndicats, RESF, les journalistes.
- Recueillir tous renseignements indispensables à la défense des droits des intéressés : état civil des parents et des enfants, certificats de scolarité, situation exacte au regard de la législation sur les étrangers (titre de séjour, obligation à quitter le territoire) actions policières en cours (garde-à-vue, mise en rétention administrative), recours juridiques (recours gracieux, recours au Tribunal Administratif, passage devant le Juge des Libertés et de la Détention...).
- Si des membres de la famille sont placés en rétention, contacter la Cimade. [Source : RESF 37]

Signe des temps, aura été diffusé, dans la même semaine, un deuxième texte sur le même sujet... Le voici :

Quelle attitude adopter quand la police se présente dans une école

Si vous avez connaissance de la situation administrative d'une famille « sans-papier », contactez le Réseau Education Sans Frontière qui pourra apporter soutien et conseils à la famille et informez-vous auprès des parents de l'attitude qu'ils attendent de l'école au cas où la police viendrait chercher leurs enfants, notamment dans l'hypothèse où ils seraient arrêtés, en garde à vue ou en centre de rétention.

En effet, rien n'oblige un parent en situation irrégulière à emmener son enfant avec lui en cas de reconduite à la frontière, la police ne peut agir qu'à la « demande » des parents. Avant de remettre un enfant à la police dans ces conditions, il semble alors logique que le directeur s'assure du consentement des titulaires de l'autorité parentale.

C'est peut-être sur ce point qu'il faut batailler pour tenter d'enrayer la machine.

Il serait souhaitable que, dans les cas où on peut anticiper sur un risque d'expulsion, les parents signent une autorisation permettant à un adulte nommé désigné, français ou en situation régulière (enseignant, ami ou voisin) de prendre les enfants en charge et de les mettre en sécurité en cas de problème.

La circulaire n° 96-156 du 29 mai 1996 est à notre connaissance le seul texte qui fasse référence dans l'Éducation Nationale. Elle n'a pas de rapport direct avec le sujet qui nous préoccupe mais elle rappelle néanmoins le cadre juridique de l'accès, dans les établissements, des personnes étrangères au service. Elle indique notamment que : « Les personnes tierces au service ne peuvent, quant à elles, se prévaloir d'un droit à pénétrer dans l'établissement. C'est au proviseur, au principal ou au directeur d'école, responsable du bon ordre à l'intérieur des locaux, qu'il revient d'apprécier si elles doivent y être introduites. Il peut assortir son autorisation de toutes précautions utiles et notamment, demander aux inté-

ressés de justifier de leur qualité, lorsque cette précaution lui paraît s'imposer. (...)

Comme c'est souvent le cas, le texte est sujet à interprétations. S'il ne semble pas possible de s'opposer à la venue de la police dans l'école (elle est forcément, quoi qu'on en pense, investie d'une mission de service public), il est tout à fait possible, et même recommandé, de vérifier la qualité de ces personnes, souvent en civil, et de demander les pièces justifiant leur présence, notamment le document les habilitant à emmener l'enfant et d'en faire une copie.

Le directeur doit aussi demander, le cas échéant, un procès-verbal de remise de l'enfant. Il faut également informer immédiatement l'Inspecteur de l'éducation nationale de la situation et établir un rapport de ce qui s'est passé.

« Il vous revient alors de définir de concert avec ces personnes les modalités qui leur permettront de remplir leur mission, tout en limitant, du mieux possible, les perturbations qui pourraient en résulter dans le fonctionnement de l'établissement. » Ici réside une opportunité pour retarder les choses. En effet, il peut sembler difficile pour les policiers de justifier une remise « immédiate » des enfants.

On peut donc légitimement les inviter à revenir à la fin des cours, ou quand les élèves ont quitté les locaux scolaires afin de ne pas perturber la classe. Ce délai peut être mis à profit pour « organiser » la suite :

- Alerter, si c'est encore possible, la famille ou toutes personnes préalablement désignées.
- Contacter la section départementale, les associations, les parents, les élus locaux, le RESF local ou à défaut les associations de solidarité aux migrants comme le GISTI, la CIMADE... et la presse.

On sait en effet qu'une médiatisation rapide et une mobilisation importante autour des enfants permettent parfois d'éviter le pire.

Dans ce dispositif, la responsabilité ne doit pas reposer sur une seule personne, en l'occurrence le directeur, mais sur une mobilisation impliquant l'ensemble de la communauté éducative.

« Je vous rappelle, enfin, l'obligation légale de faciliter l'action des forces de police agissant sur commission rogatoire d'un juge d'instruction ou dans le cadre d'une enquête de flagrant délit (par exemple à la suite d'un crime ou délit venant de se commettre à l'intérieur de l'établissement ou ses abords). »

Bien évidemment, la présence à l'école d'un enfant dont les parents sont en situation irrégulière ne constitue en rien un crime ou un délit. De ce fait, et si police ou gendarmerie n'agissent pas dans le cadre d'une commission rogatoire, il n'y a pas « d'obligation légale à faciliter...etc. »

Pour information La Fédération Nationale des Autonomes de Solidarité dans un communiqué du 8 juin 2006 déclare « L'Autonome de Solidarité Laïque Départementale et la Fédération des Autonomes de Solidarité mettent à disposition de leurs adhérents, confrontés à ce type de problème, leurs avocats conseils et assureront leur défense en cas de mise en cause lorsqu'ils auront pris la défense de la communauté éducative dont ils ont la charge. »

[Source : RESF]

COMMUNIQUÉ

RESF récompensé au Parlement européen

Le 16 octobre prochain, le Réseau Éducation Sans Frontières a reçu au Parlement européen, un prix de l'association Solidar, une alliance internationale de syndicats et d'organisations non gouvernementales, qui décerne chaque année cinq prix pour récompenser « les contributions exceptionnelles d'individus et d'organisations pro-actives dans le combat pour la justice sociale, et qui consacrent leur travail à l'avènement d'une société plus juste et plus équitable ». Le Silver Rose Award, remis à RESF dans la catégorie « Social et éducation », est à la fois une reconnaissance de l'action du réseau qui rassemble plus de 150 organisations et des milliers de citoyens unis dans le soutien aux enfants scolarisés et leur famille sans papiers mais également un encouragement à poursuivre la lutte dans un contexte qui s'est considérablement durci.

Le rôle « d'accompagnement jusqu'au séjour régulier » de RESF est plus que jamais indispensable face à cette logique du chiffre et à la traque systématique des sans papiers totalement inhumaine et contraire aux droits fondamentaux des familles, des jeunes majeurs scolarisés, et des citoyens qui les soutiennent.

RESF remercie le jury du prix Silver Rose de cette distinction à laquelle il attache le plus grand prix. Pour l'hommage rendu à l'action des milliers d'anonymes qui, au quotidien, agissent, manifestent, parfois prennent des risques pour que l'inacceptable ne se produise pas. Mais aussi parce qu'il est conscient de la nécessité de placer les agissements du gouvernement français sous le regard de l'opinion internationale pour freiner ses atteintes aux Droits de l'Homme.

Ce prix donne encore plus de force à RESF pour mobiliser les citoyens, les élus et les organisations révoltés par une politique de l'immigration liberticide, conduite aujourd'hui dans notre pays.

[Source : RESF]

QUESTIONNAIRE

« Notre société peut-elle sortir indemne de l'expulsion d'enfants sans papiers ? »

Le moment est venu de poser cette question cruciale à grande échelle. Et pour qu'elle atteigne le plus grand nombre possible de nos concitoyens, nous vous demandons de la porter partout où cela vous sera possible, dans vos cercles amicaux, associations, milieux professionnels, syndicats, partis politiques.

La diffusion des questionnaires peut se faire :

- en contactant les associations dans lesquelles vous êtes personnellement engagés, qu'elles soient ou non déjà membres du RESF.
- en distribuant les questionnaires aux portes des écoles, ou à l'occasion de toute manifestation qui s'y prête (c'est laissé à votre appréciation).
- en réexpédiant ce courrier sur vos listes de diffusion, avec un petit chapeau de présentation adapté à vos destinataires.

Nous souhaitons que l'ensemble des opérations de diffusion et de collecte en retour des questionnaires remplis soit terminé avant le 1er décembre 2007.

Pour toute information sur les étapes antérieures du travail et pour télécharger les questionnaires : <http://www.resfmiroir.org/>

[Source : RESF-miroir]

Appel aux élus de l'Ardèche

Samedi 13 octobre, à Cruas, tous les maires du département présents au Congrès des maires d'Ardèche ont pu lire l'appel suivant. Nous leur demandons de se positionner clairement quant aux familles sans papier résidant dans leurs communes.

Les directives gouvernementales à l'encontre des demandeurs d'asile et sans papiers, les applications des décrets de lois de notre ministre Hortefeux, sont en totale contradiction avec les valeurs qui fondent notre République.

Le Gouvernement ignore délibérément la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, celle de l'Enfant et les nombreuses Conventions internationales que la France a ratifiées :

- Respect des droits « supérieurs » des enfants, tous les jours bafoués.
- Respect des droits fondamentaux des personnes : droit de se marier, droit à une vie privée et familiale, droit au travail et au logement, droits également constamment piétinés.
- Droit à la santé et à la protection contre les traitements inhumains et dégradants que les restrictions successives du droit d'asile n'ont cessé de remettre en cause.
- Droit enfin inscrit dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, pour tout être humain « de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat... droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays ».

Devant le déferlement des expulsions, la mauvaise volonté évidente et le refus de vouloir étudier la situation de chaque être humain,

Devant les nombreux cas injustes de mise en centre de rétention, d'enfermement de mineurs et de jeunes majeurs.

Devant l'intimidation malsaine de notre ministre de l'Immigration à l'encontre de nos élus qui soutiennent ou parrainent des demandeurs d'asiles

Devant cette montée en puissance de la division républicaine, de l'installation d'un état policier, nous lançons cet Appel aux élus de tous bords politiques confondus :

Vous que nous avons élus et qui nous représentez, agissez et mettez tout en œuvre pour stopper la dérive abusive et dangereuse de nos dirigeants.

[Source : RESF-Privas]

QUESTION QUE SE PASSE-T-IL APRÈS L'EXPULSION, EN CHINE ?

La plupart du temps, le clandestin est mis en prison pendant quelques mois. Nombre d'entre eux se font confisquer leur passeport, alors qu'ils n'ont qu'une idée, c'est de revenir, surtout lorsqu'ils ont laissé leurs enfants ici. S'ils partent avec eux, les petits nés en France n'ont pas d'existence civile. L'ambassade chinoise ne les reconnaît pas, ce malgré le livret de famille.

Donatien Schramm
[Source : Libé.fr]

QUESTION

Les foetus de cinq mois comptent-ils dans les quotas ?

Expulsion vendredi 5 octobre des Sejdinovic.

Samir, Emina et Elvina (un an) Sejdinovic ont été arrêtés vendredi matin, ainsi qu'Alma Sejdinovic, belle-soeur de Samir, enceinte de cinq mois.

Dans la journée, ils ont été renvoyés par avion spécial à Sarajevo. Alma a tenté d'expliquer sa situation à la police : Emir Sejdinovic et elle s'étaient mariés la samedi 29 septembre. La police n'a rien voulu entendre.

[Source : RESF]

GISTI

La situation juridique des étrangers

Session de 5 jours

Dates : du 12 au 16 novembre 2007, du 17 au 21 mars 2008, du 9 au 13 juin 2008, du 22 au 26 septembre 2008, du 17 au 21 novembre 2008.

1° jour : L'entrée et le séjour (première partie)

1. Introduction générale au droit des étrangers

2. L'entrée en France

• Les visas • Les garanties de ressources et de rapatriement • L'attestation d'accueil • Les zones d'attente

3. Définition et caractéristiques des titres de séjour

4. Le séjour « de plein droit » • La carte de séjour temporaire – La carte de résident • La commission du titre de séjour

2° jour : Le séjour (suite) – Le regroupement familial

1. Le séjour sous conditions – L'accès au travail – Les régimes spéciaux

• Différents types de cartes (étudiant, salarié, visiteur...) • Le changement de statut • Règles concernant le travail des étrangers • Les Algériens, les Tunisiens et les ressortissants communautaires

2. Le regroupement familial • Champ d'application : cas général et cas particuliers • Les conditions requises du demandeur et des bénéficiaires • La procédure • La remise en cause du regroupement familial

3° jour : La nationalité – Le droit d'asile

1. La nationalité française

• L'attribution en raison de la filiation ; en raison de la naissance

• L'acquisition en raison de la naissance et de la résidence en France

2. Le droit d'asile

• Définitions : asile conventionnel ; asile constitutionnel ; protection subsidiaire

• Les nouvelles règles de procédure

• Les nouvelles notions introduites par la loi du 10 décembre 2003

• Les droits du demandeur d'asile et de la personne protégée

4° jour : La protection sociale

1. L'assurance maladie

• L'assuré et ses ayants-droit ; la condition de résidence ; le maintien des droits

2. L'aide médicale État

• Bénéficiaires – Notion de « résidence en France » – Condition de ressources

3. La famille

• En France ; hors de France – L'enfant à charge – Le dispositif ASE

4. Les moyens de recours contre les décisions de la sécurité sociale

5° jour : L'éloignement du territoire – Les recours

1. Les mesures d'éloignement

• Infractions à la législation sur les étrangers et pénalités • Les différentes mesures d'éloignement : obligation de quitter le territoire, reconduite à la frontière ; expulsion ; interdiction du territoire • Les catégories protégées de l'éloignement

2. Les recours

• Les recours de droit administratif : pré-contentieux ; recours gracieux et hiérarchique ; recours contentieux

• Le contentieux de la reconduite à la frontière

• Les poursuites pénales (délics spécifiques au droit des étrangers).

PARIS

Un sans-papiers tente de s'immoler devant le Palais de justice

Il attend sa régularisation depuis 22 ans...

Un homme sans papiers de nationalité égyptienne, âgé de 45 ans, a tenté vendredi 5 octobre matin de s'immoler devant les grilles du Palais de justice de Paris alors qu'il essaie depuis 22 ans de régulariser sa situation administrative, a-t-on appris auprès des gendarmes.

L'homme a pu être maîtrisé par un pompier et un gendarme en civil alors qu'il s'était aspergé d'essence et agitait son briquet, a-t-on ajouté de même source. Les pompiers l'ont ensuite transféré vers un hôpital parisien.

[Source : AP]

SOS

Mabrouk est en rétention

Je m'appelle Mabrouk, j'ai 44 ans. Je suis algérien et je suis en France depuis mai 2000. Le 1er octobre 2007, j'allais prendre le train à la gare de Sartrouville vers 22 heures. À la gare, je mets mon ticket quand deux inspecteurs en civil viennent me demander mes papiers. Ils m'ont emmené au commissariat de Sartrouville. Le lendemain, en fin d'après midi, ils me conduisent en rétention à Plaisir. Le 3 octobre, à 9 heures, ils m'accompagnent au tribunal, à Versailles. Pour le tribunal administratif, ensuite le tribunal des libertés. Les jugements ont rejeté mes demandes.

Je n'ai pas eu le temps de préparer mon dossier. Samedi 6, de nouveau : « *vous allez au tribunal* ». Il y avait un avocat. Le 3 il n'avait pas parlé du tout. Je me suis défendu tout seul. J'ai expliqué que je suis bénévole à la Croix rouge depuis sept ans. J'ai fait état de toutes les actions humanitaires que j'ai pu faire. Le responsable de la Croix rouge du 12e était présent au tribunal, le 3.

Je suis perdu. Ils m'ont mis une reconduite à la frontière. Au premier jugement l'avocat n'a pas demandé l'appel. Je me trouve dans une situation très difficile. Mon amie est française. Elle fait tout ce qu'elle peut pour m'aider, ainsi que la Croix rouge. J'ai beaucoup de choses à expliquer – les détails de ma situation.

L'autre avocat, de l'audience du 6 octobre, m'a dit que mon cas n'est pas perdu. C'est surtout le manque de temps. Il ne fait que du pénal, pas de l'administratif. Dommage, il était super. Mais il n'a pas pu réparer la connerie du premier avocat.

En ce moment je suis en rétention à Plaisir, pour quinze jours.

J'ai peur. À tout moment ils peuvent m'expulser.

Je vous remercie de me lire, de dire au peuple français comment marche la loi française avec les sans papiers. Nous sommes chassés comme lors de la guerre de l'Allemagne avec la France. On ne chasse plus les juifs, on chasse les sans papiers.

[Envoi via le site du
Quotidien des sans-papiers]

COMMUNIQUÉ

Un flic usurpe l'identité d'un CPE pour piéger des parents d'élève !

SUD-éducation Paris vient d'être informé d'un événement d'une portée extrêmement grave survenu au collège Utrillo, dans le XVIIIème arrondissement de Paris :

Des parents ont reçu un coup de téléphone émanant soi-disant du CPE leur enjoignant de passer en urgence au collège où est scolarisé leur enfant. Lorsqu'ils se sont présentés, le CPE très étonné leur a affirmé ne pas les avoir contactés, et après vérification il est apparu que personne parmi l'équipe du collège n'était au courant de quoi que ce soit. Lorsque les parents sont ressortis, des policiers les attendaient pour les arrêter et les embarquer au commissariat. Un policier a reconnu que c'était lui qui avait usurpé l'identité du CPE pour tendre ce piège immonde aux parents !

SUD-éducation Paris s'indigne de ces méthodes honteuses. De plus en plus chaque jour, la fin semble justifier pour les forces de police l'emploi de tous les moyens, même les plus immoraux, même les plus illégaux !

SUD-éducation Paris dénonce cette nouvelle escalade, qui relève soit d'une grande bêtise soit d'un cynisme inimaginable. Ce n'est pas seulement l'identité de notre collègue qui a été usurpée, c'est sa fonction qui a été détournée abusive-ment. Quelle société sommes-nous en train de construire, si demain les élèves ou les parents doivent se méfier lorsqu'ils sont invités à un rendez-vous dans leur établissement scolaire ?

SUD-éducation Paris exige de la part des autorités académiques que toute la lumière soit faite sur cette affaire, et qu'une protestation officielle soit transmise à la Préfecture de Police.

[Source : Sud Education]

MARCHE SILENCIEUSE À LA MÉMOIRE DE CHUNLAN LIU

Cela aura été un cortège sans banderoles, sans slogans – où les bougies étaient bienvenues.

Samedi 6 octobre, à 14 h30, de la place de la Bastille à son domicile 41, Boulevard de la Villette, à Belleville. Chunlan Liu s'est défenestrée le jeudi 20 septembre 2007, à Paris dans le 10ème arrondissement. Elle est morte le lendemain à l'hôpital dans l'indifférence générale, hors des traditionnels et rares appuis des migrants : RESF, MRAP, LDH...

La terreur inspirée par la police en est la cause, même si le jour de l'intervention, les policiers se sont rendus à son domicile pour une autre personne.

Aujourd'hui, les migrants asiatiques – et les autres minorités avec lesquelles ils sont pleinement solidaires – se sentent de plus en plus traqués dans les rues de Paris et de bien d'autres villes de France. Ce climat de peur, qui rappelle une autre époque, ne touche pas seulement les sans papiers. Cette mort suscite l'indignation de tous les humanistes. Le consulat de Chine nous a reçu, et le silence du gouvernement français sur cette affaire – qui vient après d'autres drames et qui en annonce d'autres – apparaît choquant.

Pour la première fois, les asiatiques de France – « les chinois », quels que soient leurs communautés d'origine et leur statut social et juridique –, organisent un rassemblement dont ils sont à l'initiative. Indignés par le malheur arrivé à une des leurs, par les milliers de dossiers de régularisation en attente ou refusés dans les Préfectures, par un climat de peur attisé par des contrôles permanents d'identité, des arrestations, une attitude générale empreinte de xénophobie, alors qu'ils sont en France pour travailler, investir, créer de la croissance.

Faisons que cette mort, conséquence de ce climat, ne reste pas un fait inutile afin que la France trouve son chemin dans la mondialisation, sans peur identitaire et sans crispation par rapport à l'étranger.

Les amis de Chunlan Liu.

SOUTIEN À FLORIMOND GUIMARD LA SOLIDARITÉ NE DOIT PAS DEVENIR UN DÉLIT !

Le 20 avril, Florimond Guimard, professeur des écoles à Marseille, militant syndical et associatif, était convoqué devant le Tribunal Correctionnel d'Aix en Provence, poursuivi pour « violence en réunion avec arme par destination ».

Suite à une pétition de soutien et à une manifestation dans les rues d'Aix qui dénonçaient une forme de criminalisation de l'action militante, le procès a finalement été reporté au 22 octobre 2007 à la demande des parties civiles (policiers).

Les faits : le 11 novembre 2006, au cours d'une manifestation à l'aéroport de Marignane rassemblant près de 200 personnes contre l'expulsion d'un père de famille de deux enfants scolarisés à Marseille, Florimond Guimard a suivi à distance avec sa voiture le véhicule de police qui emmenait un père de famille pour être expulsé.

Pour cet acte militant, Florimond Guimard risque trois ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende.

Nous demandons l'arrêt immédiat des poursuites contre ce militant des droits de l'homme et contre toutes les personnes poursuivies en raison de leur soutien aux personnes sans papiers.

Manifestation, lundi 22 octobre, à 12h, Place de la Rotonde, à Aix en Provence.

Veille citoyenne devant le tribunal (40, Bd Carnot) jusqu'à l'issue du procès.

Nous appelons toutes les personnes indignées par cette criminalisation de l'action militante à nous y rejoindre.

[Source : RESF]

PARIS XÈME

Père de trois enfants arrêté

Fuqing Yu, papa de David, scolarisé à l'école maternelle Vicq d'Azir à Paris dans le 10ème, de Haijing, à l'école primaire Vicq d'Azir et de Haina, à l'école primaire des Récollets à Paris dans le 10ème, a été arrêté le 12 octobre au matin à Paris.

Arrivés en France en 1999, monsieur Yu et sa femme ont fait plusieurs

démarches successives de demande de régularisation qui n'ont pas abouti.

Suite à un dernier refus de régularisation dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 et de son arrestation en mars dernier, le RESF s'était déjà fortement mobilisé pour obtenir sa libération.

La communauté éducative des trois écoles fréquentées par les enfants de monsieur Yu, les parents d'élèves, le RESF, et les habitants du 10ème arrondissement se mobilisent à nouveau et appellent à signer cette pétition pour que :

- Fuqing YU puisse retrouver au plus vite sa femme et ses enfants,
- l'angoisse et la détresse de ces derniers cessent,
- l'inquiétude et l'incompréhension vécues par les enfants et les familles des écoles Vicq d'Azir et Récollets prennent fin.

Ils demandent donc sa libération et sa régularisation, ainsi que celle de sa femme, afin que cesse l'angoisse quotidienne, et que la famille Yu puisse pleinement s'intégrer en France.

[Source : RESF]

BELLEVILLE

Contre la reconduite à la frontière d'Erika

Monsieur Chericheli est en France depuis 1998, sa compagne Erika Villalta depuis 2002. Ils habitent le quartier de Belleville. Leur fille est scolarisée à l'école élémentaire 16, rue Riblette, dans le 20ème.

Bien qu'elle remplisse les conditions requises par la circulaire du 13 juin 2006 pour l'obtention d'un titre de séjour « Vie Privée et Familiale », la famille n'est toujours pas régularisée. En septembre, Erika a été arrêtée devant son domicile et mise en garde à vue. Elle est maintenant sous le coup d'un arrêté de reconduite à la frontière (APRF).

Des parents d'élèves, enseignants et habitants du quartier, demandent à la préfecture de bien vouloir réexaminer avec bienveillance la situation de cette famille afin de lui accorder un titre de séjour « Vie privée et familiale ».

[Source : RESF]

Belleville solidaire

De l'interpellation d'une directrice au printemps dernier à la défenestration d'une femme de 51 ans, chinoise sans papiers dont la mort a été cachée tout un week-end, en passant par des rafles à répétition, le quartier de Belleville est au cœur de la répression des familles et célibataires sans-papiers et de leurs soutiens. Pourquoi une telle conjonction de faits ?

Le climat et le contexte politique l'expliquent grandement : clins d'œil répétés à l'électorat et aux idées d'extrême droite, utilisation du thème de l'immigration (uniquement présentée comme un problème) à des fins politiques, culte du chiffre et de l'efficacité (en dehors de toutes considérations humanistes), condissent à cette politique de la traque et de l'exclusion.

Belleville est depuis plus d'un siècle terre de refuge et d'accueil, de brassage, de mélanges et d'échanges. Les rues et les places portent de le nom de ces immigrés, souvent sans papiers, qui ont combattu pour la libération de la France, parfois au prix de leurs vies. Traquer et arrêter des hommes et des femmes sans papiers semble ici un "jeu d'enfants", inhumain, pour les forces de l'ordre subissant les pressions de leur hiérarchie.

Mais parents d'élèves, enseignants ou simplement habitants du quartier, nous nous mobilisons pour empêcher l'inacceptable : la chasse aux élèves et à leurs parents sans-papiers.

Nous ne nous habituerons pas à l'inacceptable.

Nous ne baisserons pas la tête.

Dans chaque école et chaque rue, nous continuerons à manifester entraide et solidarité vis-à-vis des hommes et des femmes sans papiers et de leurs enfants.

À l'occasion d'une journée de mobilisation nationale, nous appelons à manifester :

- pour le droit à l'éducation pour tous,
- contre les rafles et les expulsions,
- contre une énième loi sur l'immigration dont les tests ADN sont sans doute le symbole le plus grotesque et le plus insupportable.

Manifestation samedi 20 octobre
départ à 14h30 M° Belleville

BARBÈS, BELLEVILLE

Résistance aux rafles

Jeudi 13 septembre, 17h30 à Barbès. Premier jour de ramadan. Les flics en uniforme ou en civil, sont très nombreux. Pendant une heure, quelques militant(e)s s'échinent à prévenir les très nombreux passants du danger mais n'arrivent pas à empêcher que des arrestations aient lieu. Au bout d'un moment quelques personnes se mettent à gueuler des slogans : « *Non aux rafles, non aux expulsions !* ». En moins de temps qu'il ne le faut pour le dire, ils sont rejoints par plusieurs dizaines de passants et ensemble tout ce petit monde s'approche des fourgonnettes de police... qui s'enfuient très rapidement, écourtant ainsi leur sale besogne.

*

Mercredi 19 septembre, 17 heures, à Belleville. Les rafleurs ont décidé de chasser du chinois. Un passant s'interpose, les flics décident de le contrôler et de l'embarquer. Ni une ni deux, des gens du quartier s'interposent, ça s'échauffe, les pandores quittent précipitamment les lieux sans emmener personne.

[Source : Résistons ensemble]

PARIS XIXÈME

Militant arrêté

Amara Karamoko, un adhérent du cspai19 a été arrêté jeudi 11 octobre à Paris pour défaut de papiers. Il se trouve actuellement au centre de rétention de Vincennes. Il est bien connu dans le cspai19 pour son courage et son assiduité dans le mouvement des sans-papiers. Il est entré en France en 2000. Depuis sept ans de présence sur le territoire français, il n'a jamais troublé l'ordre public. Le cspai19 demande sa libération immédiate. Le cspai19 demande à l'ensemble du mouvement sans papiers, orga, associations..., de passer l'info...

[Source : cspai19]

**REPRODUISEZ,
DIFFUSEZ**
**le Quotidien
des Sans-Papiers**

AUBERVILLIERS

Non à l'expulsion de monsieur Huang

Ce 4 octobre 2007, monsieur Huang, père de Christine, née en France en 2002 a été arrêté dans le quartier du fort d'Aubervilliers.

Il lui est reproché de ne pas avoir de titre de séjour. Pourtant à l'été 2006, il pensait bien l'obtenir et s'est présenté spontanément à la préfecture puisqu'il remplissait tous les critères de la circulaire. L'espoir de carte vie privée et familiale s'est converti en Arrêté Préfectoral de Reconduite à la Frontière...

En France depuis 2000, il peut être expulsé à tout moment par mise à exécution de cet arrêté de reconduite à la frontière.

Monsieur et madame Huang sont venus en France parce qu'ils espéraient en l'accueil de la France, pays où les droits de l'homme sont respectés, où la liberté d'expression et la liberté d'organiser sa vie familiale sont possibles. Sept ans plus tard ils ne peuvent envisager de retourner en Chine. RESF demande : la libération de monsieur Huang ; l'abrogation de l'Arrêté préfectoral de reconduite à la frontière le concernant ; et la délivrance d'un titre de séjour vie privée et familiale pour les deux parents.

[Source : RESF]

CLICHY

Libérez Lin Qingrong !

Monsieur Lin Qingrong et sa femme vivent en France depuis plus de sept ans. Depuis la naissance de sa petite fille Cristale à Paris en février 2007, monsieur Lin doit assurer le gîte et le couvert de trois générations intégrées dans la vie Clichoise.

L'avenir du bébé Cristale, comme de madame Lin et de leurs enfants dépend en très grande partie du revenu de monsieur Lin, qui a toujours travaillé en France et dont l'employeur lui a fait une promesse d'embauche.

Monsieur Lin a été arrêté le 25 Septembre sur son lieu de travail, à Paris, et enfermé au centre de rétention administrative de Vincennes, il risque à tout moment d'être expulsé vers la Chine. [Source : RESF Clichy]

LECTURES

Guy Môquet ou Liridona ?

Des enseignants de Seine-et-Marne s'interrogent sur l'instruction présidentielle de lire à tous les élèves (tous les ans...) la lettre du jeune résistant communiste, fusillé en 1941, Guy Môquet. Ils proposent de diffuser plutôt celle d'une jeune kosovare sans-papiers, Liridona, menacée en France tout comme Arigona en Autriche. Devoir de mémoire, devoir d'obéissance ou devoir de Résistance ?

Plutôt que participer à cette commémoration que renierait Guy Môquet nous préférons rester fidèles à son esprit, à l'esprit de la Résistance.

Aujourd'hui la France de la Résistance ne vit pas dans les discours officiels, elle vit dans ceux qui sont capables de dire non comme Florimond Guimard, instituteur marseillais qui passe en procès pour avoir défendu des « sans-papiers », elle est au côté de ces enfants qui ne demandent qu'une chose : pouvoir rester en France.

C'est pourquoi nous diffusons la lettre, écrite par une enfant kosovare, quelques jours avant son expulsion :
Je m'appelle Liridona, j'ai 14 ans. Je viens du Kosovo avec mes parents et avec mon frère Leotrim 13 ans et ma sœur Dafina 11 ans.

Ma vie au Kosovo, c'était très difficile. Ils ont tué mon grand-père et ma maison a été incendiée totalement. Depuis que ma maison a été incendiée, mon père a quitté le Kosovo. Il est parti vivre en Macédoine, chez sa sœur, et nous on a été vivre chez mes oncle avec ma mère, et pour nous c'était très difficile de vivre sans notre père et sans notre maison.

Et un jour on a quitté le Kosovo, le 23 août 2005, pour venir en France. Notre route a coûté très cher, avec la vie et l'argent. Et maintenant, en France, on est restés deux ans. Ces deux ans se sont bien passés. On a appris la langue et aussi votre vie. Et maintenant on a perdu tout, et ils m'ont mise en prison. Ceux qui on fait ça n'on pas d'âme et pas de cœur. On aime l'école, la liberté, et pas la prison, car on est des enfants et on aime vivre comme tout les autres enfants libres.

Liridona

GAGNY

Père menacé

Monsieur Camille habitant de Gagny a été mis en centre de rétention administrative le 2 octobre.

Ce papa d'une écolière de 4ème scolarisée au collège Théodore Monod de Gagny est marié depuis le 22 septembre à une française, habitante de Gagny. Monsieur Camille est entré en France régulièrement il y a sept ans pour y vivre en famille.

Il a été débouté de sa demande d'asile. Sa vie familiale est compromise par un arrêté de reconduite à la frontière. RESF appelle à signer une pétition demandant que monsieur Camille puisse rester chez lui.

[Source : RESF]

SEINE SAINT-DENIS

Le nouveau Préfet fait du zèle.

Convoqué avec d'autres par le Ministre de l'immigration pour se faire signifier d'accélérer les expulsions afin d'atteindre les quotas, le Préfet de Seine Saint-Denis s'exécute en faisant multiplier les contrôles de police, les arrestations, dans la rue et le métro, en adressant des « convocations pièges » dans les commissariats et même en tentant d'arrêter chez eux des parents et des jeunes majeurs scolarisés.

Les commissariats du 93 auraient reçu récemment une note leur demandant de procéder à des interpellations à domicile des personnes en situation irrégulière et d'aller chercher les déboutés administratifs du droit d'asile dans leur lieu d'hébergement. Le préfet aura franchi un cap supplémentaire en envoyant une lettre d'intimidation à des Maires du 93 qui avaient organisé des parrainages républicains, pour les menacer de poursuites pénales pour « aide au séjour irrégulier ».

RESF dénonce le fait que ces pratiques risquent de déstabiliser toute la population de ce département, française ou étrangère, attachée au « vivre ensemble ». Elles ne peuvent qu'engendrer de nouveaux drames.

[Source : RESF]

ROMANS-SUR-ISÈRE

Solidarité avec Nouredine Hamri

Le 15 septembre, plus d'une centaine de personnes s'est réunie pour manifester devant l'école Paul Langevin de Romans-sur-Isère dans le but de demander la régularisation de Nouredine Hamri et de sa famille car la Préfecture refusait de les faire bénéficier de la circulaire « Sarkozy » de Juin 2006, bien qu'ils répondent à l'ensemble des conditions exigées.

À la suite d'un contrôle routier, le 10 septembre, Nouredine a été arrêté par la gendarmerie de Pélussin (Loire) et s'est vu notifier par la Préfecture de ce département une Obligation de Quitter le Territoire Français. Nouredine a fait appel, ce qui lui a permis d'obtenir un délai d'un mois. Passé ce délai, la Préfecture est en droit d'envoyer Nouredine et sa famille en centre de rétention afin de les expulser même si le Tribunal n'a pas rendu sa décision.

Rassemblement et conférence de presse, mardi 16 Octobre, à partir de 16h30, à la sortie de l'école Paul Langevin, à la Monnaie (entre la mairie annexe sur la Place du marché et le Centre social de la Monnaie).

TOULOUSE

Mobilisation contre une expulsion

Une trentaine de personnes se sont réunies hier devant la préfecture pour soutenir Mohammed Mounir menacé d'expulsion vers la Guinée.

« Il élève ses nièces, Hadja de 10 ans, et Mariama de 7 ans. La question est de savoir ce qu'elles vont devenir », explique Nathalie, l'institutrice de Hadja. « Leur soeur de 20 ans a déjà un bébé de 10 mois. Ça lui fait trois enfants à charge », note Marion Ducloux, éducatrice spécialisée à la protection de l'enfance et l'adolescence.

Une délégation devait être reçue à la préfecture en fin d'après midi.

[Source : 20 Minutes]

MONTAUBAN

Armen, 7 ans, arrêté à l'école

Armen (7 ans) et Marseda (8 ans) : enfermés depuis deux semaines au CRA. La famille Vera est toujours au centre de rétention...

L'interpellation de l'enfant d'un couple albanais sans-papiers a eu lieu mardi 25 septembre dans l'école Ferdinand Buisson à Montauban, dans des circonstances pour le moins troublantes.

Les parents venaient d'être arrêtés avec leur fille aînée, Marseda, 8 ans, apparemment lors d'un contrôle routier. Le commissaire de police de Castelsarrasin prétend pourtant qu'ils ont été arrêtés en flagrant délit de vol, et s'est empressé de le faire savoir à la presse. Renseignement pris auprès de l'avocat de la famille, ce vol n'est pas avéré : il n'y a pas eu de flagrant délit, ni de dépôt de plainte.

RETOUR SUR « L'ENLÈVEMENT »

D'ARMEN, 7 ANS :

Deux policiers se sont présentés dans l'école. Ils se sont adressés au directeur en lui déclarant que les parents d'Armen avaient eu un accident et qu'ils venaient chercher l'enfant. Le directeur, inquiet, après de nombreuses questions sur l'état de santé des parents, s'est finalement entendu dire que les parents étaient au commissariat de police de Castelsarrasin. Il a donc refusé de laisser partir l'enfant en l'absence des parents.

Puis il en a référé à son inspecteur d'académie qui l'a d'abord soutenu. Après des contacts entre la police et l'Inspection Académique, cette dernière a affirmé au directeur de l'école qu'il y avait une commission rogatoire pour placement d'enfants et que l'enfant devait être remis aux policiers. [On apprend par ailleurs que l'inspection académique aurait, par la suite, demandé aux enseignants de ne pas témoigner de ce qu'ils avaient vu.]

Armen, 7 ans, a donc quitté l'école, encadré des deux policiers en uniforme et en armes, au milieu des autres enfants et des parents en pleine sortie des classes. À ce jour, personne n'a vu cette commission rogatoire. L'enfant a été conduit au commissaire

riat, et malgré la promesse faite, il n'a pas été présenté à ses parents. Quant à Marseda, sa sœur aînée, elle a été violemment arrachée à ses parents, les deux enfants étant par la suite placés en foyer par l'aide sociale à l'enfance.

Avaient ils une ordonnance de placement ? Elle ne figure pas, en tout état de cause, dans le dossier de la famille que l'avocat détient... Et dès mercredi midi, la famille, parents et enfants, ont été placés en Centre de Rétention Administrative.

Un rassemblement "actif" était prévu devant la Préfecture de Montauban le Vendredi 12 Octobre.

[Source : RESF-Tarn et Garonne]

Montauban, 4 minutes d'arrêt

Selani et Vjolce Vera, albanophones de nationalité serbe, sont arrivés en France en 2003 comme demandeurs d'asile. Leurs deux enfants, Marseda (8 ans) et Armen (7 ans) sont scolarisés à l'école Ferdinand-Buisson de Montauban. C'est là que le plus jeune des enfants a été arrêté contre la volonté des enseignants à qui la police a d'abord tenté de faire croire que les parents avaient eu un accident puis affirmé détenir une commission rogatoire qu'elle n'a toutefois pas montrée.

Quoi qu'il en soit, les faits sont inacceptables. Les ministres, y compris M. Sarkozy quand il était au ministère de l'Intérieur, se sont publiquement engagés à maintes reprises à ce que les enfants et les parents sans papiers ne soient arrêtés ni dans les écoles ni à leurs abords. Le stakhanovisme de Monsieur Hortefeux en matière de chasse aux étrangers sans papiers conduit à des dérives dangereuses dans ce domaine comme dans de nombreux autres. Rafles, arrestations à domicile, convocations piège, test ADN, sans papiers menacés d'être interdits d'hébergements d'urgence, atteintes au droit d'asile, quotas d'immigrés par nationalité, objectifs quantifiés d'arrestations et d'expulsions, pression sur les sans papiers telle qu'elle conduit certains d'entre eux à préférer risquer de passer par la fenêtre plutôt que d'avoir affaire à la police française et maintenant arrestation d'enfant à l'école, c'est à une

véritable traite des humains que conduit la volonté de Monsieur Hortefeux d'honorer son titre de ministre de la Rafle et du drapeau. La famille Vera et ses deux enfants doivent être libérés de la prison pour étrangers (centre de rétention) dans laquelle ils sont enfermés. La place des enfants n'est ni au commissariat ni en prison.

Richard Moyon

COMMUNIQUÉ DU SNUIPP

« La solidarité n'est pas un délit »

Le lundi 22 octobre se tiendra le procès de Florimond Guimard, enseignant, militant SNUipp et membre de RESF 13 [voir page 17]. Le mercredi 24 octobre, ce sont quatre militants de RESF 60 qui comparaitront devant le Tribunal Correctionnel de Beauvais, suite à une plainte du Maire de Méru pour diffamation. Martine Deprieter enseignante et militante du SNUipp, Philippe Deprieter, Mamedi Kamara et Guy Platel, trois autres militants, n'ont fait que distribuer un tract qui reprenait des propos tenus par le Maire lors d'un Conseil Municipal.

Nous n'acceptons pas :

- La remise en cause du droit à l'Education et de vivre en famille pour tous les enfants.
- Les tentatives d'intimidation et les atteintes au droit d'expression.
- La stigmatisation des familles étrangères qui vivent dans une insécurité permanente.

Partout en France des initiatives unitaires sont organisées pour manifester un large soutien aux personnes mises en cause et exiger leur relaxe.

Parce que la solidarité n'est pas un délit, le SNUipp appelle à y participer massivement :

- Le samedi 20 octobre dans plusieurs villes de France, notamment Marseille (13), Méru (60), initiatives (conférences, débats, manifestation à l'appel du RESF et de l'UCIJ,...).
- Le lundi 22 octobre, manifestation à Aix-en-Provence à 13 h - place de la Rotonde vers le TGI (procès de Florimond Guimard).
- Le mercredi 24 octobre à 13 h 30 devant le Tribunal Correctionnel de Beauvais (Procès des 4 de Méru).

NEUVIÈME JOUR

La cour d'appel déboute des demandeurs d'asile pour un jour de retard

Monsieur et Madame Da Silva, ont perdu lors de l'appel fait par la préfecture alors même qu'ils avaient obtenu satisfaction au Tribunal Administratif.

La cour d'appel les aura déboutés sans même prendre la peine d'ouvrir leur dossier. Plutôt que d'examiner le fond avec les preuves jointes, le Tribunal aura préféré annuler purement et simplement la décision du Tribunal administratif, pour erreur de procédure. En effet, le dossier leur serait parvenu le neuvième jour, au-delà du délai de huit jours prévu à cet effet... C'est pour cette « raison » qu'un père, une mère et leurs deux jeunes filles seraient renvoyés en Angola, pays où ils sont menacés – ainsi que cela aura été reconnu par la justice lors de l'examen de leur dossier en première instance.

Que la Préfecture ose faire appel d'une telle décision judiciaire est déjà extraordinaire. Que, sur la base d'un tel appel, un juge ose annuler la décision d'un précédent juge sans motif sérieux, relève de la moquerie criminelle. Rappelons que le seul recours contre une décision prise en cour d'appel administrative est devant le Conseil d'État. Les délais de telles procédures sont de plusieurs années. Le temps d'être expulsés mille fois.

QSP [Source : RESF]

BORDEAUX

Farandole pour soutenir la famille Inoughi

Pour protéger la famille Inoughi, lourdement menacée d'expulsion, son comité de soutien a décidé de médiatiser le plus possible leur situation.

Jeudi 11 octobre, 16h30, avait lieu une farandole entre la maternelle et l'école élémentaire.

[Source : RESF]

DÉSŒBÉISSANCE CIVILE

La Maire du premier arrondissement de Lyon déclare avoir caché des sans-papiers

La semaine dernière, un prêtre du 1er arrondissement de Lyon révélait qu'il cache des sans-papiers dans sa cure. La maire du 1er suit son exemple et déclare avoir aussi hébergé des sans-papiers chez elle et dans sa mairie.

Alors que son patron, Gérard Collomb, refuse de prendre position, la maire du premier arrondissement (PS), Nathalie Perrin-Gilbert, s'engage. « Héberger des personnes sans-papiers fait partie d'actes de résistance dont je partage le sens. Je l'ai déjà fait pour qu'une femme et sa fille ne dorment pas dans la rue ».

Elle est même allée plus loin. Avec l'appui de son équipe municipale, elle a accueilli pendant trois semaines dans sa mairie de la place Sathonay une famille de cinq enfants. Mireille Peloux de RESF souligne : « Elle nous soutient depuis le début. Elle a permis dernièrement que la mairie du 1er financent quelques nuits d'hôtel pour la famille Kaja. »

Si la situation se représente, Nathalie Perrin-Gilbert déclare qu'elle refera de même. « Pour un maire, il n'est pas simple de ne pas respecter la loi de son pays. Quand je l'ai fait c'était face à la situation de détresse extrême des personnes que j'ai accueilli. »

À rebours du projet de loi défendu par Brice Hortefeux, elle plaide pour une « régularisation large » et une loi fondatrice sur « l'immigration partagée » : « Si l'on prend l'exemple du premier arrondissement, il doit y avoir au maximum une centaine d'étrangers en situation irrégulière sur 28 000 habitants. On peut donc les absorber. (...) Il faut voir l'immigration comme une richesse et non comme une insécurité ». Aujourd'hui, la femme d'origine congolaise, qu'a accueillie la maire du Premier, a un titre de séjour et travaille. Sa fille revient régulièrement chez Nathalie Perrin-Gilbert, avec qui elle a tissé des liens d'amitié.

[Source : Lyon Capitale]

EYSINES

Latifa doit pouvoir rester auprès de son fils et de son mari !

Hamza a huit ans, il est scolarisé à l'école du Derby, à Eysines, après avoir été à l'école maternelle et primaire de Caychac, à Blanquefort.

Arrivé en France avec sa mère à l'âge de quatre ans, il n'a aucun souvenir de son pays d'origine dont il ne connaît même pas la langue. Sa mère, Latifa, est en train de construire un foyer, une famille, avec son mari Philippe.

Latifa est sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français. Elle a droit à un visa long séjour en tant que conjointe de français, mais les autorités françaises lui demandent de retourner au Maroc pour demander ce visa.

Or on sait que cette démarche peut durer des mois, voire des années. Pendant ce temps, que devient le couple et que devient Hamza ?

RESF demande que Latifa Merigot puisse rester en France auprès de son fils et de son époux pour qu'ils construisent sereinement leur famille.

[Source : RESF]

HAUTE-SAVOIE

La famille Celikovic menacée d'expulsion

La famille Celikovic est en rétention depuis le 25 septembre. Malades et nécessitant des soins, ils sont convoqués devant la Commission de recours des réfugiés le 13 novembre. Ils risquent ainsi d'être expulsés avant même l'examen de leur dossier.

Le 25 septembre à l'aube, la famille Celikovic était arrêtée au foyer d'hébergement d'urgence d'Annecy, et transférée au centre de rétention de Lyon, où elle attend son expulsion vers la Bosnie. Musulman Bosniaque enrôlé de force par l'armée serbe en 1992 contre son pays d'origine, en butte à des persécutions constantes, Nedim n'a eu d'autre choix que la désertion et la fuite dans la clandestinité, puis les tentatives d'émigration vers l'Allemagne. À la fin des combats, toute théorique, le retour se révèle impossible. Il a tout perdu, sa famille est décimée, sa maison brûlée,

ses biens spoliés, et il est victime de plusieurs agressions violentes qui lui vaudront entre autres une fracture de mâchoire.

En août 2004, il décide, avec sa jeune épouse, gravement traumatisée par la guerre, de tenter sa chance en France. Il s'intègre facilement, parle français, travaille légalement quand la Préfecture l'y autorise et obtient plusieurs promesses d'embauche.

Le bébé, Amira, née à Cluses, opérée une première fois, a besoin de bonnes conditions d'hygiène pour se développer sans problèmes, et comme sa mère, d'un suivi régulier. Bahira sera correctement prise en charge sur le plan psychiatrique, et, avec la poursuite du traitement, un espoir de stabilisation peut être envisagé.

Il est évident que leur situation n'a jamais fait l'objet d'une étude poussée par les services de la Préfecture, malgré les nombreuses preuves étayant la légitimité de leurs craintes. Gravement menacés dans leur pays d'origine, ils ne peuvent vivre une vie privée normale qu'en France.

RESF demande au Préfet de Haute-Savoie de libérer immédiatement cette famille, de procéder rapidement au réexamen de son dossier, et de délivrer un titre de séjour à ses membres.

[Source : RESF]

LILLE

Expulsion suspendue pour un sans-papiers malien

Le maire (PS) de Villeneuve d'Ascq a apporté son soutien hier à un sans-papiers malien sur le point d'être expulsé de Lille alors que sa compagne française a donné naissance à un fils le 2 octobre.

L'homme, qui est en CDI, a été interpellé fin septembre et attendait son expulsion au centre de rétention de Lesquin. Selon la préfecture, il n'avait pas indiqué dans son dossier qu'il allait être père. Pour la Préfecture c'est un malentendu. Son cas va donc être réexaminé.

[Source : 20 Minutes]

LUXEUIL

Manifestation de lycéens

Alors que la situation de ce jeune Marocain avait été évoquée le matin même devant le tribunal administratif de Besançon, les élèves du Lycée Lumière de Luxeuil-les-Bains lui ont apporté leur soutien, jeudi 11 octobre, en ne se rendant pas aux cours de l'après-midi et en organisant une manifestation spontanée. Elève en 1ère scientifique dans l'établissement, Mohamed, un jeune homme d'origine marocaine, vit depuis cinq ans dans une famille d'adoption à Luxeuil-les-Bains et suit une scolarité satisfaisante. Cette famille a tenté en vain de lui obtenir un titre de séjour, et en juillet dernier, la préfecture de Haute-Saône l'a invité à quitter le territoire. Un recours a été déposé devant le tribunal administratif qui a mis l'affaire en délibéré.

[Source : FR3-Bourgogne]

MONTBÉLIARD

Pétition pour Ajla et Sakib

Pour qu'Ajla et son frère Sakib n'aient pas à vivre les mêmes souffrances que Saldina, de l'école Coteau Jouvent, expulsée avec ses parents le 8 septembre dernier vers Sarajevo,

Pour qu'Ajla et Sakib puissent vivre leur vie d'enfants insouciant dans une ville où ils se sont fait tant d'amis,

Pour qu'Ajla et Sakib ne soient pas enfermés dans un centre de rétention administrative qui ressemble à une prison alors qu'ils ne sont coupables de rien,

Pour qu'Ajla, Sakib et leur famille ne soient pas renvoyés dans un pays dont ils ont fui les dangers,

Pour qu'Ajla et Sakib puissent continuer à vivre dans un pays où ils se plaisent, dont ils ont appris parfaitement la langue, dans les écoles où ils donnent toute satisfaction à leurs enseignants aussi bien sur le plan scolaire que celui du comportement,

Pour que, comme le stipule la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (votée par la France), « l'intérêt supérieur de l'en-

fant soit recherché » et qu'il « n'ait pas à connaître préjudice de la situation administrative de ses parents »,

Nous soussignés, demandons à l'Administration Française et à son représentant, Monsieur le Préfet du Doubs, de surseoir à sa décision en annulant l'arrêté d'expulsion pris récemment à l'encontre de la famille Sulejmanovic de Montbéliard et de procéder à la régularisation de cette famille qui n'aspire qu'à vivre tranquillement sur notre territoire et qui fait preuve depuis son arrivée d'une véritable volonté d'intégration.

[Source : RESF]

MONTBRISON

La famille Salihi en danger !

La demande d'asile de madame Salihi a été refusée par l'OFPPRA, le recours à la Commission des recours des réfugiés aussi, la famille risque l'expulsion. Madame Sahili se retrouve seule avec ses neuf enfants (de 9 mois à 17ans 1/2) scolarisés dans les écoles de Montbrison, depuis l'emprisonnement de son mari. C'est une femme malade, qui vit dans la solitude et l'angoisse, épuisée par ces années d'errance et de rejet, elle essaie de protéger ses enfants qui souffrent de cette situation gravement nuisible à leur épanouissement.

Nous ne pouvons accepter que ces enfants soient déracinés une nouvelle fois, envoyés vers l'inconnu.

[Source : RESF]

MULHOUSE

Sensationnel exploit policier

Le 8 octobre, à 22 heures, les policiers identifiés visuellement comme étant de la Brigade de Recherche de Mulhouse-Bourzwiller réussirent à localiser trois affreux gangsters, par hasard de type maghrébins, qui avaient réussi à subtiliser un lecteur de DVD.

Ils réussirent à en appréhender deux, qui furent violemment plaqués au mur, l'un d'eux étranglé par une prise de combat rapproché dont l'un des policiers de ce groupe est réputé friand pratiquant.

Le troisième délinquant préféra prendre le large sachant qu'une raclée l'attendait comme hors-d'œuvre.

Mal en pris à l'imprudent. En effet, réussissant à pénétrer dans un immeuble dont la porte sur la rue était ouverte, il se précipita dans l'escalier en bois fort bruyant, au lieu de se réfugier dans le grand jardin plein de broussailles, où on ne l'aurait pas trouvé de sitôt. Ainsi les policiers en civil à ses trousses au nombre de huit, un seul portant un brassard rouge marqué police, cavallèrent-ils dans l'escalier. Ils suivirent le fuyard dans les combles.

Puis il y eut un remue-ménage terrible. La locataire des lieux, connaissant la fragilité du plancher des combles, agrémenté de plusieurs trous, comme cela se produit dans les immeubles habités par les RMIstes et autres profiteurs des minima sociaux, se précipita dehors avec ses deux enfants de crainte de ne voir quelqu'un débouler à travers le plafond. C'est ainsi qu'avec ses deux enfants elle put assister au charmant et très éducatif spectacle pour ses enfants, d'une troupe de malabars en civil trainant un jeune homme du quartier menotté aux mains et aux pieds, l'injuriant de force « fils de pute » et autres amabilités. Comme le jeune homme, en pleine forme trois minutes auparavant pour grimper l'escalier quatre à quatre, était maintenant groggy et ne pouvait marcher, ils le traînaient par les pieds la tête frappant chaque marche de l'escalier.

Dehors, ils le traînaient de même devant la foule assemblée qui était sortie au grabuge, et le jetèrent dans leur camionnette blanche comme un vulgaire sac de pommes de terre.

Ainsi, jour de ramadan, les habitants du quartier de la Fonderie, et plus particulièrement ceux de la rue concernée, où n'habite qu'un seul français, purent-ils assister à une magnifique leçon d'intégration républicaine française.

Bref une journée ordinaire pour la Brigade de Recherches de Mulhouse-Bourzwiller.

Aux dernières nouvelles, le deux premiers jeunes arrêtés sont relâchés, le troisième, non, sans doute faut-il attendre que ses hématomes se résorbent.

[Source : RESF]

STRASBOURG

Babaev libéré, mais harcelé par la police

M. Babaev, relâché par le Préfet, la semaine dernière, du camp de rétention de Geispolsheim après quatorze jours de rétention, a été interpellé deux fois ce vendredi par la même équipe de trois policiers en civil, circulant dans un véhicule gris.

Contrôlé une première fois, boulevard d'Anvers, puis relâché, il est à nouveau contrôlé dans les parages, par les mêmes acharnés, conduit au poste frontière au Pont de Kehl, puis relâché à nouveau...

Rappelons que sa femme et son fils de quatre ans sont contraints de vivre cachés et qu'il n'a pu les revoir depuis sa sortie du camp.

À quoi riment ces contrôles d'un homme sans papiers, relâché par le Préfet ? demande RESF

[Source : RESF]

PIERRE BÉNITE

Soutien à la famille Basli

La France a été le pays d'adoption de monsieur Basli pendant dix ans, ses années de jeunesse. Il y a fait une grande partie de sa scolarité, habitant avec ses parents, ses frères et sœurs. À la mort de ses parents, il est retourné en Algérie pour élever sa fratrie, étant le plus âgé. Tous ses frères et sœurs sont aujourd'hui français. Lui a d'abord choisi de vivre en Algérie pour ne pas séparer sa femme des siens. Mais en mai 2004, toute la famille a décidé de revenir sur le sol français, avec l'espoir de pouvoir résider et envisager l'avenir pour les enfants sereinement, après des années de peur et de menaces.

Ses différentes demandes pour rester en France ont toutes été rejetées.

Madame Basli a déposé un recours après un premier refus de la préfecture. Elle attend le jugement.

Aujourd'hui, monsieur et madame Basli habitent à Pierre Bénite avec leurs cinq enfants. Ils sont bien intégrés dans leur quartier, dans la ville. Amina et Faiza sont scolarisées à l'école du centre de Pierre Bénite,

l'une en CM1, l'autre en CE2. Elles sont toutes deux d'excellentes élèves. Deux autres enfants sont à la maternelle Henry Wallon. Le dernier est né au début de l'automne.

À la précarité que provoquait la situation de demandeur d'asile et les refus successifs s'ajoute aujourd'hui l'insécurité. En effet, après un passage au centre de rétention de Saint Exupéry et un jugement expéditif par le Juge des Libertés, monsieur Basli est, depuis le 4 octobre, assigné à résidence. C'est à dire qu'il doit « pointer » au commissariat, tous les jours avec pour seul avenir un retour forcé vers l'Algérie. [Source : Comité de soutien de la famille Basli]

RENNES

Blocage du centre de rétention

La *Coordination régionale Bretagne – Pays-de-Loire solidaire des personnes immigrées* (qui rassemble des groupes d'Angers, Brest, Châteaubriant, Cholet, La Rochelle, Laval, Lorient, Morlaix, Nantes, Rennes, St Briec, St Nazaire...) appelle au blocage régional du centre de rétention de Saint-Jacques-de-la-Lande, par l'installation d'un campement au pied des barbelés.

Aujourd'hui, la police de Sarkozy fait tellement peur que les étrangers sans papiers préfèrent prendre le risque de sauter dans le vide.

Pourtant, les policiers continuent de faire leur travail comme si de rien n'était. Leur travail consiste notamment à remplir les centres de rétention qui servent à parquer les sans-papiers avant de les expulser. C'est pour les remplir et faire du chiffre que les policiers débarquent chez les gens et provoquent des fuites parfois mortelles. À Rennes, près de l'aéroport, un centre de rétention a ouvert en août 2007. Il fait 60 places. On y enferme des enfants, des femmes, des hommes. *Pour aller au centre de rétention, prendre la ligne de bus n° 57 vers Saint-Jacques-de-la-Lande et descendre à l'arrêt « Parc des expositions ».* [Source : RESF]

PIERREFITTE

Dieunitiha et Sonita bientôt privées de leur papa ?

Monsieur Morency Renel, de nationalité haïtienne, a été interpellé le 3 octobre à la gare d'Aulnay-sous-Bois, où il réside, et placé au centre de rétention de Bobigny. Il est dans l'attente de son audience au Tribunal Administratif de Cergy Pontoise, lundi 15 octobre.

Victime d'un arrêté de reconduite à la frontière, il risque d'être expulsé laissant en France deux fillettes de neuf et douze ans, Sonita et Dieunitiha. Scolarisées l'an dernier à l'école Anatole France de Pierrefitte (93), elles le sont cette année à l'école Jean Moulin et au collège Langevin de Saint-Gratien (95).

Pour des raisons matérielles tenant à la précarité de sa situation, il a dû momentanément confier les deux fillettes à leur tante mais n'en garde pas moins des liens étroits avec les petites qui sont sans nouvelles de leur mère depuis deux ans.

Monsieur Morency est arrivé en France en 2003 après avoir séjourné pendant cinq ans en Guyane française. Cela fait ainsi près de dix ans qu'il réside sur le territoire français. Bien qu'opposant au régime d'Aristide, il s'est vu refuser l'asile politique. Il a ensuite fait venir ses filles dont la sécurité était également menacée. Il n'a qu'un souhait celui d'être régularisé pour reconstruire durablement en France une vie familiale. Sa vie pourrait être en danger en cas de renvoi dans son pays d'origine.

[Source : RESF]

VALENCE

Trois arrestations dans la Drôme en trois jours!

Encore trois arrestations dans la Drôme en trois jours, cette semaine ! Alors nous avons décidé un rassemblement tous les mercredi de 17h30 à 18h15, place Porte Neuve, à Valence, pour faire savoir notre colère, informer, rassembler toutes les personnes qui ne veulent pas de cette politique, odieuse et inhumaine !

Ces rassemblements commenceront le 17 octobre.

[Source : ASTI]

MARSEILLE

Semaine d'action du 15 au 22 octobre

Lundi 15 octobre, 11h30 au Club de la presse, 12 rue Breteuil à Marseille : conférence de presse annonçant la semaine d'action aux médias.

• 20h30 :

Diffusion des films sur RESF13 par l'association « 360° et même plus », à l'Institut de l'Image d'Aix-en-Provence, Espace Méjanès 8 rue des Allumettes.

Mardi 16 :

• Remise à Florimond Guimard pour le RESF du prix Silver Rose dans le Parlement Européen de Bruxelles.

• Soirée de soutien au restaurant l'Auberg In. Plusieurs films seront projetés : Madame K. et les autres... - Mesnil Amelot - Embarquement immédiat. Restaurant végétarien : buffet. 25 rue Chevalier Roze, 13002 Marseille.

Mercredi 17 :

• 17h : Contes de la Méditerranée « Diable de bouillabaisse » avec Mohamed Adi et Lil Ya Lil Musique orientale. Spectacle de théâtre « Diplomatic » par le Collectif Tif, à l'école Parmentier, 7 rue Parmentier.

• 18h et 21h : Diffusion des films sur RESF13, par l'association « 360° et même plus », au Polygone étoilé, rue François Massabo, 13002 Marseille.

Jeudi 18 :

• en soirée : Conférence/débat sur l'évolution du droit des étrangers avec trois spécialistes locaux Anaïs Leonhardt, Vanina Vincensini (avocates au barreau de Marseille), Jean Pierre Cavalié (CIMADE), Faculté St Charles.

Vendredi 19 :

• Soirée d'ouverture de la Fiesta aux Docks des Sud à Marseille où RESF tiendra un stand.

Samedi 20 :

• 15h Porte d'Aix : Manifestation unitaire à Marseille, dans le cadre de la mobilisation nationale UCIJ (UniEs Contre une Immigration Jetable). « Journée de solidarité avec les étrangers ».

Samedi 20 :

• de 15h et jusqu'en soirée :

Fête des 20 ans de l'association Aix-solidarité (Salle des Fêtes Roger-

Baudun - Les Platanes (route des Alpes) à Aix. RESF tiendra un stand et interviendra.

Après-midi de conférences-débats sur des thèmes représentatifs des actions menées depuis 20 ans par Aix-Solidarité :

• Droits des Kurdes de Turquie, Droits de l'Homme en Tunisie (Radhia Nasraoui), Situation au Moyen Orient (Gilbert Achcar), Situation des sans-papiers, De la défense des droits des migrants à la défense des libertés fondamentales (Jean-Pierre Cavalié).

Dîner et soirée musicale. PAF : 10 euros. Infos : 06.82.36.53.00 aixsolidarite@wanadoo.fr.

• Soirée Fiesta aux Docks des Sud à Marseille où RESF tiendra un stand.

Dimanche 21 :

• 14h30 : Au Parc Billoux (248 rue de Lyon, Mairie des 15/16^e arrdt). Rencontre-débat-témoignages : « Contre la pénalisation des actions citoyennes ». Différents témoignages nourriront le débat et seront suivis d'un :

• Concert de musique orientale avec la chanteuse Hind accompagnée du musicien Rachid.

Lundi 22 :

• 12h : Rassemblement puis Manifestation à Aix en Provence de la place de la Rotonde au TGI (40 Bd Carnot). L'audience débute à 14h : Veille citoyenne jusqu'à l'issue.

[Source : RESF]

RAFLES

À Belleville et à Barbès

Mardi 16 octobre, à 18 heures, on apprenait qu'une rafle était en cours entre les stations Belleville et Colonel Fabien (ligne 2) – « depuis 17h00 semble-t-il ». « Une dizaine de keufs rentrent dans les rames et font des contrôles. Puis ils ramènent aux petits fourgons stationnés à Belleville les contrôlés au faciès sans-papiers. Enfin, les fourgons font des aller-retours au commissariat pour décharger leur triste "butin"... »

La veille, lundi, à 18h40, « rafle en cours dans le métro Stalingrad au niveau des correspondances. Les keufs arrêtent surtout des chinois-es... »

[Source : Indymedia]

VILLEURBANNE

Non à l'expulsion de la famille Heta

Madame Heta est arrivée en France en février 2006, avec ses trois enfants Agon (12 ans), Arber (14 ans) et Endina Sedjiu, née en France (7 ans). Ils ont quitté le Kosovo pour échapper à un mari qui les séquestrait, les menaçait et les violentait.

En France, toute la famille de madame Heta les a recueillis. Son père est en France depuis le début des années 1970. Il ne reste plus que ce mari violent au Kosovo.

Aujourd'hui, Agon et Arber sont scolarisés au collège Jean Vilar à Villeurbanne. Endina est scolarisée en CP à l'école Lorca à Vaulx-en-Velin. Ils sont assez bien intégrés.

Mais, sous prétexte qu'ils ne peuvent prouver le lien de parenté avec la famille, sous prétexte que tout va bien au Kosovo et qu'ils pourraient vivre éloignés de cet ex-mari, père des trois enfants, la préfecture souhaiterait les voir retourner dans leur pays d'origine.

[Source : RESF]

JOURNÉE NATIONALE

Manifestations

Samedi 20 octobre :

• **Poitiers** : à 14h30, devant le palais de justice de Poitiers.

• **Orléans** : à 15 heures, place d'Arc.

• **Marseille** : à 15 heures, Porte d'Aix, à Marseille.

• **Nantes** : rassemblement à 14h30, au Monument des 50 otages, à Nantes.

• **Besançon** : à 14h30, Place du 8 Septembre, et action le 24 octobre, Journée nationale « Universités sans-papiers ».

• **Toulouse** : départ à 10h30, de Jean Jaurès à Toulouse. Départs depuis les quartiers et les établissements à 10h, pour converger à Jean Jaurès à 10h30 Pique-nique à l'arrivée Place du Capitole

• **Rennes** : manifestation à 15h, place de la Mairie.

• **Amiens** : le collectif amiénois des sans papiers appelle à un rassemblement, à 15h, Place Gambetta à Amiens.

• **Lyon** : 14h30, Place des Terreaux.